

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/M/16

19 décembre 1997

(97-5567)

Comité du commerce et de l'environnement

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LES 24 ET 25 NOVEMBRE 1997

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) s'est réuni les 24 et 25 novembre 1997 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Björn Ekblom (Finlande). L'ordre du jour figurant dans le document WTO/AIR/718 a été adopté.

Point 9: Programme de travail envisagé dans la Décision sur le commerce des services et l'environnement

2. Le représentant des Etats-Unis a présenté le document de sa délégation (WT/CTE/W/70) sur les avantages que pourrait avoir la libéralisation du commerce des services pour l'environnement. Un meilleur accès aux écotecnologies serait profitable tant pour le commerce que pour l'environnement. Des travaux étaient en cours au sein d'institutions internationales sur la libéralisation du commerce des services. Le document décrivait les services environnementaux, par exemple les opérations de traitement des déchets et l'exploitation des installations, ou encore la mise en place et le fonctionnement de systèmes nouveaux ou éprouvés de dépollution. Etant donné l'actuelle tendance, pour résoudre les problèmes d'environnement, à mettre au point des solutions intégrées; il était souvent difficile de faire la distinction entre les biens et les services. On estimait que, d'ici à l'an 2010, le secteur de l'éco-industrie passerait de 420 à quelque 600 milliards de dollars EU. Le principal obstacle à sa progression était que l'on cherchait généralement plus à remédier aux problèmes qu'à les prévenir et que la croissance et la demande de services environnementaux étaient déterminées par les réglementations. Les règlements et normes, autrefois principaux outils des politiques environnementales, étaient de plus en plus complétés par des instruments économiques, qui encourageaient l'innovation. Le secteur privé faisait lui aussi appel à de nouveaux instruments comme les normes ISO 14000 sur la gestion de l'environnement, qui encourageait l'innovation. Face à cette innovation, les obstacles traditionnels au commerce perdaient de leur importance. L'amélioration de l'accès aux marchés augmentait l'offre de services tout en diminuant leurs coûts. La concurrence, elle aussi, accroissait l'offre de services et favoriserait l'innovation, la libéralisation du secteur facilitait les échanges de technologies, ce qui pouvait aider notamment les pays en développement à renforcer les capacités nationales dont ils avaient besoin pour mieux atteindre leurs objectifs écologiques. Selon le représentant du Fonds pour l'environnement mondial, la méconnaissance de l'offre de biens et services concernant l'environnement freinait beaucoup le transfert de technologie. La libéralisation du commerce des services environnementaux ainsi que des biens qui y sont associés aurait des effets positifs sur le plan tant écologique qu'économique.

3. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'aux termes de la Décision ministérielle, le CCE avait pour mandat d'étudier les rapports entre le commerce des services et l'environnement, notamment sous l'angle du développement durable. En ce qui concerne les services liés à l'environnement, il fallait définir quels étaient les services visés par l'OMC, en utilisant à cette fin le système de classification

des Nations Unies. Il fallait demander l'aide de la Division du commerce des services. Il serait difficile d'analyser les arguments du document des Etats-Unis sur la libéralisation du commerce des services concernant l'environnement sans savoir quelles étaient les dispositions prévues par l'OMC dans ce domaine. Les débats sur ce thème devraient s'inscrire dans le cadre du développement durable.

4. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que sa délégation était favorable à la libéralisation du commerce des services environnementaux. La Décision sur le commerce des services et l'environnement invitait le CCE à examiner les relations entre le commerce des services et l'environnement, y compris sous l'angle du développement durable. Le CCE n'avait pas accordé suffisamment d'attention à ce point, compte tenu de l'importance économique toujours plus grande du commerce des services et du fait que la libéralisation du commerce pouvait être bénéfique sur tous les plans et contribuer directement à la protection de l'environnement. En intensifiant la concurrence entre les fournisseurs, l'ouverture des marchés contribuerait à réduire le coût des services environnementaux. Les usagers auraient donc un choix plus vaste et l'accès à ces services serait facilité. L'accroissement du commerce des services permettrait un transfert de technologies respectueuses de l'environnement et renforcerait les capacités propres des pays bénéficiaires. Il serait utile que le Secrétariat rédige un document regroupant les données disponibles sur le commerce des services environnementaux dans plusieurs domaines, notamment les services d'audit et de conseil, ainsi que le traitement et l'élimination des déchets toxiques et non toxiques. La question pourrait être examinée au titre des points 6 ou 9.

5. Le représentant du Japon a jugé pertinente l'approche du document des Etats-Unis, qui soulignait l'importance des solutions intégrant les produits et les services. La libéralisation des services liés à l'environnement avait été mise en évidence non seulement par l'OCDE mais par l'APEC. Il fallait approfondir l'analyse des relations entre services et environnement, même si les données étaient insuffisantes faute de chiffres concrets. Il serait plus facile d'étudier la situation des services concernant l'environnement en parallèle avec celle des produits. Il faudrait examiner par exemple les secteurs du tourisme ou des transports. La frontière entre biens et services était parfois floue, mais fondamentalement ces deux domaines relevaient de disciplines différentes de l'OMC. Par ailleurs, outre l'article XIV, d'autres articles de l'AGCS devaient être pris en considération. Comme le commerce des services était un secteur en pleine évolution et que d'autres organismes s'y intéressaient, il faudrait mettre à jour le document WT/CTE/W/9.

6. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'il était temps d'aborder la question soulevée dans le document des Etats-Unis. Il se demandait si cette question relevait du point 9 ou du point 6, notamment en ce qui concerne les avantages écologiques de la suppression des distorsions commerciales. Les délibérations au titre du point 9 avaient été axées sur la Décision sur le commerce des services et l'environnement, par laquelle il était demandé au CCE d'examiner s'il serait nécessaire de modifier l'article XIV de l'AGCS. Il serait difficile de progresser à cet égard sans poursuivre l'examen de l'article XX au titre du point 1. Il était inutile d'entreprendre une étude approfondie du commerce des services tant que l'on n'aurait pas analysé le commerce des biens. L'intervenant a suggéré de reprendre l'examen du document dans le cadre du groupe de questions sur l'accès aux marchés, qui offrait la possibilité d'analyser les situations avantageuses sur tous les plans pouvant résulter de la libéralisation du commerce des services, ainsi que les autres aspects mentionnés au point 6.

7. Le représentant de l'Egypte a déclaré que le document des Etats-Unis méritait réflexion. Toute analyse des biens et services liés à l'environnement devait s'inscrire dans la perspective du développement durable et respecter les dispositions des Accords de l'OMC.

8. Le représentant des Etats-Unis jugeait utile d'aborder la question dans l'optique du développement durable. Le document présenté par sa délégation soulignait le rôle que pourrait avoir la libéralisation

des échanges en donnant aux pays en développement accès à des technologies respectueuses de l'environnement qui leur permettraient d'éviter nombre des erreurs commises par les pays développés dans leur processus de développement. La question pourrait être examinée au titre du point 6 ou du point 9.

9. En ce qui concerne le commerce des services et l'environnement, le représentant de la Norvège a dit que le CCE devrait déterminer si l'article XIV de l'AGCS était suffisant ou s'il fallait faire référence à l'environnement dans d'autres articles de l'Accord. Pour sa part, la Norvège souhaitait concilier les deux formules, à savoir intégrer des préoccupations environnementales dans l'article XIV et dans d'autres parties de l'AGCS, comme cela avait été fait pour les biens, ce qui serait conforme au mandat horizontal du CCE. Dans l'examen des relations entre le commerce des services et l'environnement, il fallait englober les secteurs des transports et du tourisme. Il était amplement prouvé que ces deux activités pouvaient être préjudiciables à l'environnement. Le Secrétariat devrait mettre à jour le document WT/CTE/W/9, en évoquant notamment les travaux en cours au sein d'autres institutions internationales. Des travaux considérables avaient été effectués, par exemple par l'OCDE et la CEE (Nations Unies) sur les relations entre transport et environnement. Le secteur des services pourrait également faire l'objet d'une analyse, à partir de laquelle on pourrait évaluer si l'article XIV était suffisant. Pour ce qui est d'intégrer des préoccupations environnementales dans d'autres parties de l'AGCS, le Conseil du commerce des services n'avait guère progressé dans ses travaux sur les subventions et les réglementations nationales. Il fallait s'assurer que les groupes de travail établis au titre de l'AGCS tenaient compte des considérations écologiques.

10. La représentante du Mexique a remercié la délégation des Etats-Unis de son document sur les services environnementaux, au sujet duquel sa délégation formulerait des observations à l'occasion d'une prochaine réunion. Les débats au titre du point 9 avaient fait apparaître qu'il n'existait pas de distinction nette entre le commerce des services et celui des biens, notamment en ce qui concerne l'analyse de l'impact sur l'environnement. Les services étaient intangibles et ne causaient pas en eux-mêmes de dégâts environnementaux. Les atteintes à l'environnement étaient provoquées par les biens associés à la fourniture d'un service. En raison du chevauchement entre biens et services, il était généralement admis que la question du commerce des services ne pouvait être traitée séparément. La Décision sur le commerce des services et l'environnement donnait uniquement pour mandat au CCE de déterminer s'il était nécessaire de modifier l'article XIV de l'AGCS. Le document des Etats-Unis portait aussi sur l'accès aux marchés ainsi que sur les avantages résultant, pour l'environnement, de la suppression des restrictions et distorsions des échanges. La représentante du Mexique a suggéré que cette question soit examinée dans le cadre du point 6. Néanmoins, il fallait avoir une idée précise de la façon dont le CCE devrait aborder le débat avant de déterminer quels secteurs de services analyser.

11. Le représentant de la Suisse a remercié la délégation des Etats-Unis de son document sur les services concernant l'environnement. Il a estimé qu'il serait utile de mettre à jour le document WT/CTE/W/9, compte tenu des travaux en cours au sein d'autres organisations internationales, notamment sur le transport et le tourisme.

12. Le représentant du Nigéria a estimé que le document des Etats-Unis était utile pour l'analyse des avantages pour l'environnement résultant de la suppression des restrictions et des distorsions des échanges. Cet aspect de l'accès aux marchés devrait être examiné au titre du point 6.

13. Le représentant de Singapour, au nom de l'ANASE, a remercié la délégation des Etats-Unis de son document sur la libéralisation du commerce des services. Il pensait lui aussi qu'il fallait choisir certains secteurs à analyser, par exemple celui du tourisme ou des transports. Le Secrétariat pourrait entreprendre cette analyse après avoir identifié les secteurs des services ayant un impact sur l'environnement. Il serait utile de mettre à jour le document WT/CTE/W/9.

14. Le représentant du Canada a dit qu'il serait utile que le Secrétariat rédige un document d'information sur les travaux d'autres organisations portant sur des secteurs susceptibles de présenter de l'intérêt pour le CCE afin de structurer le débat. La question du choix entre les différents points du programme de travail lui paraissait secondaire.

15. L'observateur de la CNUCED a fait savoir qu'à sa deuxième session, la Commission des biens et services et des produits de base avait décidé de convoquer en 1998 une réunion d'experts sur la libéralisation des services environnementaux et le tourisme.

16. Il a été convenu que le Secrétariat mettrait à jour le document WT/CTE/W/9.

Point 10 Eléments fournis aux organes pertinents au sujet des arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales visées à l'article V de l'OMC

17. Le représentant du Canada a déclaré qu'il s'agissait d'une question importante pour l'OMC, notamment pour le CCE, étant donné l'éventail des enjeux du débat sur le commerce et l'environnement pour la société civile. La question avait également un rapport direct avec les problèmes de normalisation examinés par le Comité OTC. Le CCE avait commencé à prendre en considération ces enjeux et la nécessité d'élargir le dialogue. Le colloque d'ONG, organisé en mai par le Secrétariat, et la session de septembre des secrétariats des AEM avaient permis aux Membres de mieux apprécier les perspectives et les tendances qui se dessinaient en dehors de l'OMC, ainsi que de mieux faire comprendre leur point de vue aux représentants de la société civile et aux secrétariats des AEM. A ce propos, le Canada se félicitait qu'un colloque d'ONG soit prévu en mars 1998. Etant donné que ce colloque se réunirait sous les auspices du Secrétariat, ce dernier devrait avoir toute latitude pour l'organiser, compte tenu de l'expérience acquise lors du colloque de mai 1997, et il devrait y faire participer tout l'éventail des représentants de la société civile - à savoir associations écologiques, organismes de développement et entreprises.

18. Le Canada s'est félicité que des réunions d'information soient organisées par les secrétariats des AEM afin de mieux faire connaître aux négociateurs commerciaux l'évolution des négociations en matière d'environnement. Les secrétariats AEM invités devraient être moins nombreux, pour permettre un débat approfondi et une meilleure coordination des politiques nationales. Le CCE avait donné l'exemple en matière de transparence en faisant paraître le bulletin *Commerce et environnement*, qui rendait compte régulièrement de ses délibérations. Etant donné que les organes de l'OMC avaient la possibilité de s'écarter de la politique fixée par le Conseil général en ce qui concerne la mise en distribution générale des documents, le Canada a proposé que les ordres du jour des réunions du CCE soient mis en distribution générale. Pour que les organisations de la société civile puissent apporter leur contribution à l'échelle nationale, elles devaient savoir quels seraient les thèmes de discussion du CCE et à quel moment auraient lieu les réunions. Ces renseignements figuraient certes dans le bulletin, mais il était préférable que les ordres du jour soient distribués directement. Le CCE devrait examiner, cas par cas, la mise en distribution générale des documents du Secrétariat afin que les débats puissent être menés en connaissance de cause. Le Canada avait pour pratique générale de diffuser largement ses communications au CCE, après une vaste consultation à l'échelle nationale, et il encourageait les autres Membres à faire de même pour permettre à la société civile de mieux comprendre comment étaient élaborées les politiques commerciales et environnementales.

19. Le représentant des Etats-Unis a dit que les colloques d'ONG offraient l'occasion d'un échange de vues enrichissant entre les Membres et la société civile. Ils constituaient un instrument d'une utilité certaine, mais le CCE pourrait aussi explorer d'autres voies pour tirer parti du savoir des institutions de la société civile et s'assurer qu'elles comprenaient bien les travaux du CCE. La possibilité d'avoir accès à la documentation représentait un gage de transparence et les efforts en ce sens devaient se

poursuivre. L'intervenant a appuyé la suggestion du Canada en ce qui concerne la mise en distribution générale des ordres du jour du CCE et la diffusion rapide des documents de travail. Si les Membres souhaitaient parvenir à une coordination effective à l'échelle nationale, il fallait diffuser la documentation afin de consulter la société civile.

20. Le représentant du Nigeria a donné son appui à la proposition canadienne d'appliquer une politique plus libérale permettant la mise en distribution générale, le plus rapidement possible, de la documentation du Secrétariat.

21. Le représentant de Singapour, au nom de l'ANASE, a demandé si le colloque d'ONG était bien conforme à la Décision du Conseil général sur les relations avec les ONG. Toute mise en distribution générale des documents du CCE devrait respecter les procédures de l'OMC. Le bulletin *Commerce et environnement* permettait de mieux comprendre les délibérations du CCE. Le document WT/CTE/W/67, avait certes un statut particulier mais il fallait en débattre avant de le mettre en distribution générale pour donner une image équilibrée des opinions exprimées par les Membres.

22. Le représentant de l'Inde a estimé que si l'on voulait s'assurer de bien faire passer le message à la société civile, il fallait que la Division du commerce et de l'environnement et la Division de l'information conjuguent leurs efforts pour associer les médias au colloque d'ONG. Les secrétariats des AEM ne devraient pas être exclus des réunions du CCE. L'ordre du jour du Comité n'était d'aucune utilité à la société civile s'il ne s'accompagnait pas de la documentation y relative. Etant donné que la question de la mise en distribution générale des documents avait été abordée dans le rapport de 1996 du CCE, il était inutile d'y revenir. L'Inde avait adopté, pour sa part, une approche systémique de la mise en distribution générale de la documentation OMC, selon laquelle le document WT/CTE/W/67 devrait être mis en distribution générale en même temps que le rapport de la réunion au cours de laquelle il avait été examiné.

23. Le représentant de la Norvège a déclaré que le Canada avait soulevé d'importantes questions en ce qui concerne la nécessité d'informer la société civile des travaux du CCE, ce qui permettrait d'enrichir le débat à l'échelle nationale. La proposition du Canada était conforme aux procédures du Conseil général sur la mise en distribution générale des documents. Les ordres du jour du CCE pourraient être diffusés auprès du grand public, d'une façon ou d'une autre.

24. Le représentant de l'Australie a dit que le Secrétariat devrait avoir les mains libres pour organiser le colloque d'ONG, qui devrait être représentatif de l'ensemble de la société civile. Les secrétariats des AEM devraient être moins nombreux à prendre la parole, sans que cela exclut toutefois une large participation. Après avoir passé en revue tous les thèmes à l'étude, il convenait maintenant de se lancer dans un débat approfondi et cette évolution devrait se refléter sur le colloque et les travaux du CCE l'année prochaine. Pour que ces délibérations et les contributions des Membres au CCE soient véritablement utiles, il faudrait que les ONG puissent avoir connaissance des thèmes de discussion. L'Australie appuyait la proposition du Canada de mettre en distribution générale l'ordre du jour du CCE, afin que les ONG connaissent mieux les questions à l'étude et contribuent à la formulation des positions des Membres à l'échelle nationale. Etant donné qu'une diffusion rapide des documents du Secrétariat encouragerait les échanges entre les ONG et le CCE, le document WT/CTE/W/67 devrait être mis en distribution générale.

25. Le représentant du Brésil se félicitait de l'apport de la société civile aux travaux du CCE. En ce qui concerne la mise en distribution générale des documents du CCE, notamment des documents n'ayant pas encore été examinés par le Comité, il semblait inopportun que les organes de l'OMC adoptent

chacun des démarches différentes, étant donné que le Conseil général avait défini les procédures régissant la mise en distribution générale des documents de l'OMC. Compte tenu du statut intergouvernemental de l'OMC, des consultations pourraient être engagées à l'échelle nationale avec la société civile conformément aux procédures nationales. Le Brésil approuvait l'initiative prise par le Secrétariat de convoquer un colloque d'ONG en mars 1998, ce qui serait très utile pour renforcer les liens avec la société civile.

26. D'après le représentant de la Pologne, il faudrait accroître la transparence des travaux du CCE en organisant, à l'occasion des réunions du Comité, des séminaires à l'intention des ONG et des secrétariats d'AEM. Il fallait respecter les procédures OMC de mise en distribution générale. Il était inutile de distribuer l'ordre du jour des réunions du CCE sans la documentation s'y rapportant.

27. Le représentant de l'Argentine a dit que le Secrétariat devrait organiser le colloque d'ONG de manière à offrir la possibilité à la société civile de donner son avis sur les travaux du CCE; les Membres pourraient également exprimer leur point de vue et connaître l'opinion des ONG. Il serait utile de mettre les documents en distribution générale de manière à donner un panorama complet des activités du CCE. L'intervenant a appuyé la proposition de l'Australie de mettre en distribution générale le document WT/CTE/W/67, qui traitait d'un sujet complexe n'ayant été que brièvement abordé par le CCE cette année. Il s'agissait là d'une mesure exceptionnelle qui permettrait de rétablir l'équilibre, étant donné que des documents établis cette année par le Secrétariat sur d'autres thèmes avaient déjà été mis en distribution générale.

28. D'après le représentant du Japon, le colloque d'ONG tenu en mai 1997 avait été une expérience utile, qui méritait d'être répétée. Même si l'organisation des colloques incombait au Secrétariat, il serait profitable pour les Membres d'être davantage en contact avec les ONG à l'occasion des futurs colloques. L'expérience des ONG était précieuse, car elles s'occupaient depuis de nombreuses années de questions de commerce et d'environnement. Il fallait inviter les secrétariats des AEM intéressés à chacune des réunions du CCE pour intensifier les échanges d'informations entre le Comité et les AEM. Le Japon était favorable à l'ensemble des propositions du Canada relatives à la mise en distribution générale des documents. On ne saurait trop insister sur la nécessité d'une transparence des activités du CCE. La mise en distribution générale des documents du CCE devait être examinée cas par cas, compte tenu des procédures du Conseil général.

29. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que, selon l'article V.2 de l'Accord sur l'OMC, "le Conseil général pourra conclure des arrangements appropriés aux fins de consultation et de coopération avec les organisations non gouvernementales s'occupant de questions en rapport avec celles dont l'OMC traite". Le 18 juillet 1996, le Conseil général avait approuvé les Décisions relatives aux lignes directrices concernant les relations des organes de l'OMC avec les ONG, les relations avec les organisations internationales gouvernementales (OIG) et la mise en distribution générale des documents de l'OMC. Ces Décisions reconnaissaient le rôle que pouvaient jouer les organisations internationales en facilitant les échanges d'informations sur l'OMC et elles définissaient les mesures à prendre par les Membres et le Secrétariat pour accroître la transparence. La Décision sur les ONG soulignait que ces dernières pouvaient contribuer à l'enrichissement du débat public sur les activités de l'OMC et elle demandait que soit améliorée la transparence et, en particulier, que les documents soient mis plus rapidement en distribution générale. Elle invitait en outre le Secrétariat à intensifier l'interaction avec les ONG. Conformément aux Décisions du Conseil général et à la volonté manifestée par les membres du CCE de coopérer avec les organisations internationales, le Comité avait renforcé sa coopération avec les organisations dont les activités relevaient de son domaine de compétence. Les organisations internationales gouvernementales qui s'intéressaient spécifiquement aux travaux du CCE avaient participé

à ses réunions en qualité d'observateurs. Suite à la Décision du Conseil général, 14 OIG avaient obtenu le statut d'observateur au CCE. Plus de 70 ONG avaient participé au colloque de mai 1997, tandis qu'à l'occasion de la réunion de septembre du CCE, les secrétariats des AEM et des mécanismes financiers avaient participé à une séance d'information.

30. Le colloque d'ONG de mai 1997 avait donné lieu à des échanges d'informations constructifs et intéressants. La séance d'information avec les AEM et les mécanismes financiers (septembre) avait elle aussi favorisé la compréhension mutuelle entre les secrétariats des AEM et de l'OMC; elle avait fourni aux secrétariats des AEM des renseignements sur les questions pouvant avoir une incidence sur leur développement et elle avait offert au CCE la possibilité de comparer ses propres approches avec celles des AEM en ce qui concerne les problèmes commerciaux. Etant donné que la Communauté européenne avait toujours préconisé une coopération plus étroite entre le CCE d'une part et, d'autre part, les ONG et les OIG, elle se félicitait des mesures prises par le Secrétariat et de l'actuel processus d'échange de renseignements et de points de vue. Les ONG et les OIG pourraient utilement faire profiter le CCE de leur savoir et mieux faire connaître ses activités au grand public. Le colloque d'ONG que le Secrétariat se proposait d'organiser en mars 1998 devrait avoir à son ordre du jour un large éventail de questions et réunir des représentants d'associations s'intéressant aux services environnementaux, aux écotechnologies et à l'agriculture. Compte tenu de l'importante contribution que les ONG pourraient apporter aux délibérations du CCE, le représentant des Communautés européennes insistait sur la nécessité d'une transparence suffisante. Le rapport (1996) du Comité avait souligné le rôle que les Membres étaient appelés à jouer dans l'accroissement de la transparence vis-à-vis des ONG et il les avait exhortés à mettre en distribution générale les documents parus au cours des deux premières années d'activité du CCE et à faire de même sans tarder pour les documents à venir.

31. Etant donné qu'il était plus facile d'assurer la transparence et l'échange de renseignements au niveau national, il serait préférable pour toutes les parties intéressées que le CCE encourage la coordination entre les experts commerciaux nationaux, les ONG et les OIG, ainsi que la mise en distribution rapide et générale de ses documents. Le représentant des Communautés européennes demandait que les trois notes informelles qu'il avait présentées au CCE en 1996 sur les points 1 et 5, 3 b) et 6 soient mises en distribution générale. Le CCE devrait réfléchir aux moyens susceptibles d'améliorer la transparence de ses travaux et l'accès à ses réunions. L'intervenant appuyait la suggestion du Canada, à savoir qu'il fallait encourager les Membres à mettre rapidement en distribution générale les communications écrites. Il fallait notamment envisager la mise en distribution immédiate du document WT/CTE/W/67, une fois que les Membres l'auraient examiné à fond et qu'ils auraient inclus les services environnementaux dans l'analyse sectorielle au titre du point 6.

32. Le représentant de la Hongrie s'est prononcé en faveur de la participation de la société civile aux travaux du CCE ainsi que de la mise en distribution rapide des documents du Secrétariat, au cas par cas, notamment du document WT/CTE/W/67.

33. La représentante de l'Egypte a appuyé la suggestion du Canada visant à promouvoir et à encourager la participation de la société civile aux colloques d'ONG. Il faudrait mettre les documents en distribution générale une fois que le CCE les aurait examinés, en respectant les procédures du Conseil général.

34. Le représentant des Etats-Unis a estimé que les arguments avancés indiquaient combien il importait de conserver à l'OMC un caractère intergouvernemental. Bien que les Membres soient invités à instaurer des liens avec la société civile à l'échelle nationale, les procédures suggérées risquaient de faire obstacle à leur capacité de coordination. Dans certains pays, il existait certes des comités consultatifs chargés d'une telle coordination, mais il restait encore beaucoup à faire dans ce domaine. Certains Membres avaient estimé que les documents devaient être mis en distribution générale conjointement avec le rapport de la réunion au cours de laquelle ils avaient été examinés, mais il serait

préférable de mettre en distribution générale d'abord les documents et ensuite seulement le rapport de la réunion à laquelle ils se rapportaient, afin de permettre aux Membres d'avoir un débat plus approfondi à l'échelle nationale. Les Etats-Unis appréciaient que la Communauté européenne ait mis sa documentation en distribution générale. Etant donné que le rapport (1996) du CCE avait invité les Membres ayant présenté des documents à autoriser leur mise en distribution générale, le Secrétariat devrait consulter ces Membres par souci de transparence.

35. Le représentant de l'Australie a déclaré que, même s'il était souhaitable de ne mettre en distribution générale les documents qu'après leur examen, les circonstances dans lesquelles le document WT/CTE/67 avait été établi plaidaient en faveur de sa mise en distribution immédiate. Il s'agissait d'une note d'information du Secrétariat ayant pour but de faciliter les débats et son statut était analogue à celui des communications des Membres, dont on pouvait demander la mise en distribution générale.

36. Le représentant du Canada s'est déclaré en faveur de la mise en distribution générale du document WT/CTE/W/67 et a demandé au Président d'aborder dans ses consultations la question de la mise en distribution générale des ordres du jour du CCE.

37. Le représentant de la Corée a dit que le colloque d'ONG avait favorisé une compréhension mutuelle des problèmes entre la société civile et les Membres. Si un tel colloque devait être convoqué régulièrement, il serait nécessaire d'en préciser les modalités. Dans l'organisation future de tels colloques, le Secrétariat pourrait adopter l'approche thématique du CCE. Les documents de travail du Secrétariat devraient être mis en distribution générale en même temps que le rapport de la réunion au cours de laquelle ils avaient été examinés, de façon à donner un aperçu équilibré des débats.

38. La représentante du Mexique a dit qu'elle ne commenterait pas le colloque d'ONG, car ce dernier était organisé sous les auspices du Conseil général et non du CCE. A ce jour, la mise en distribution générale des documents de l'OMC s'était effectuée de façon horizontale et non au cas par cas, mais elle pouvait être envisagée pour certains documents dans des circonstances particulières. Le document WT/CTE/W/67 était un cas à part, car il aurait dû être achevé au début de 1997. L'intervenante approuvait sa mise en distribution générale afin d'équilibrer la documentation mise à disposition du colloque d'ONG.

39. Le représentant de la Suisse a estimé que le CCE avait accompli des progrès considérables en ce qui concerne la transparence de ses travaux, notamment grâce à la parution du bulletin *Commerce et environnement*. La séance d'information avec les secrétariats des AEM et le colloque d'ONG avaient permis des échanges de vues fructueux. La Suisse attendait avec intérêt le colloque d'ONG prévu en mars 1998. En ce qui concerne le document WT/CTE/W/67, le Secrétariat avait rappelé que les procédures définies par le Conseil général autorisaient le CCE à anticiper, au besoin, la mise en distribution générale des documents. Il n'était cependant pas souhaitable d'établir des procédures spéciales pour la mise en distribution générale de la documentation du CCE.

40. Le représentant du Maroc a déclaré que l'organisation des colloques et la mise en distribution générale des documents de l'OMC devraient être examinées par le Conseil général. A son avis, le document WT/CTE/W/67 devrait être mis en distribution générale en même temps que le rapport de la réunion au cours de laquelle il était examiné.

41. Le Président a déclaré qu'il consulterait les Membres au sujet des propositions avancées pour la mise en distribution générale des documents.

Autres points

Points 1 et 5 Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux; et

Rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux

42. La représentante du Brésil a déclaré que sa délégation partageait l'avis de ceux qui considéraient que des négociations multilatérales seraient la meilleure façon de s'attaquer aux problèmes écologiques mondiaux. C'était dans le cadre des AEM qu'il fallait rechercher des solutions. Ces accords comportaient plusieurs dispositions dont certaines, axées sur le marché, étaient appelées "mesures commerciales" tandis que d'autres, appelées "mesures positives", étaient des mesures de coopération offrant les moyens d'une mise en oeuvre intégrale des AEM. En se focalisant sur les mesures commerciales, on risquait de donner une idée fausse de la situation et de ne traiter que partiellement le problème des relations entre commerce et environnement. Les mesures commerciales s'inscrivaient dans un ensemble de règles et appartenaient à un certain type de raisonnement; il était difficile de les appréhender pleinement en dehors de leur contexte. La représentante du Brésil pensait, comme certains Membres, que pour comprendre la nature des mesures commerciales, il fallait non seulement les considérer par rapport aux mesures positives, mais aussi s'interroger sur leur bien-fondé, leur efficacité et leur proportionnalité.

43. En ce qui concerne la portée juridique de l'OMC, la représentante du Brésil partageait l'avis selon lequel l'article XX et le Mémoire d'accord sur le règlement des différends suffisaient à régler les différends concernant des questions environnementales liées au commerce; le document WT/CTE/W/53 donnait plusieurs exemples qui en fournissaient la preuve. Jusqu'à présent, aucun groupe spécial n'avait dû être créé pour régler un différend concernant une mesure commerciale décidée multilatéralement dans le cadre d'un AEM et tous les différends dont avait été saisi l'ORD avaient pour origine des actions unilatérales engagées sous le prétexte de préoccupations d'ordre écologique. Si une mesure commerciale était nécessaire pour résoudre des problèmes environnementaux, il fallait qu'elle soit acceptée de façon multilatérale, auquel cas il était peu probable qu'elle soit contestée devant l'OMC. Par exemple, dans le cas d'AEM interdisant le commerce de certains produits, déchets ou substances chimiques, aucune Partie ou non-Partie n'avait à ce jour contesté une telle interdiction. Tout problème commercial pouvant résulter de telles mesures était traité dans le cadre juridique de l'AEM pertinent. Les mesures environnementales liées au commerce devraient en principe bénéficier d'un soutien multilatéral, à moins qu'elles ne soient une restriction déguisée aux échanges. Si un tel consensus multilatéral venait à manquer, le CCE se trouverait devant un cas exceptionnel, relevant de l'article XX. Les observations de la délégation brésilienne répondaient aux questions soulevées par certains Membres à l'occasion de la réunion de septembre. Le Brésil se félicitait de la réunion d'experts organisée par la CNUCED au sujet des mesures positives visant à promouvoir un développement durable, et notamment à atteindre les objectifs des AEM. Il estimait que cette réunion avait été très utile et espérait qu'elle serait suivie de mesures concrètes. Le CCE aurait tout avantage à rechercher une complémentarité avec les activités menées dans le cadre de l'ONU.

Point 6 Effet des mesures environnementales sur l'accès au marché, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges

44. Le représentant du Nigéria a dit que le document WT/CTE/W/67 dressait un bilan équilibré de la situation et présentait différents points de vue. L'approche sectorielle adoptée abordait tous les aspects du problème et recensait les principales distorsions commerciales dans chaque secteur, ainsi

que les avantages pour l'environnement qui résulteraient de leur suppression. Le Rapport (1996) du CCE soulignait que la libéralisation des échanges n'était pas la cause essentielle de la dégradation de l'environnement et que le recours à des mesures commerciales n'était pas la solution optimale pour résoudre les problèmes écologiques. Les notions de défaillances du marché et d'externalités environnementales avaient été soulevées au sein du CCE, lorsqu'il avait examiné la façon dont il serait possible d'intégrer les avantages environnementaux. Le paragraphe 8 signalait l'absence de techniques exhaustives d'évaluation des avantages environnementaux - aspect auquel le CCE devrait consacrer davantage de temps. Les techniques d'évaluation faisaient appel à des jugements de valeur et s'appuyaient sur des postulats qu'il fallait examiner. A cet égard, on trouvait dans le document WT/CTE/W/72 une première bibliographie des ouvrages consacrés à l'évaluation environnementale. Les conclusions générales (paragraphe 12) devaient insister davantage sur l'importance fondamentale de la lutte contre la pauvreté pour résoudre les problèmes d'environnement. Il fallait préciser si la référence à l'expansion des échanges comme facteur de réduction du paupérisme impliquait une amélioration de l'accès aux marchés.

45. Le représentant de l'Australie a déclaré que le document WT/CTE/W/67 pouvait servir de point de départ au CCE pour poursuivre ses travaux concernant les incidences, sur l'environnement, des restrictions et distorsions des échanges et les avantages qui pourraient résulter de leur élimination. L'analyse suggérait que la libéralisation des échanges pouvait avoir des effets aussi bien négatifs que positifs sur la protection de l'environnement. Dans les pays où les subventions et les obstacles à l'accès aux marchés entraînaient un gaspillage des ressources, une réforme de ces distorsions offrait un moyen d'améliorer l'environnement. On ne pouvait cependant pas conclure que la libéralisation des échanges se traduisait automatiquement par un environnement de meilleure qualité. La réforme des politiques commerciales pouvait contribuer à compenser les options néfastes qui avaient rendu difficile une bonne gestion de l'environnement. Les pouvoirs publics devaient mettre en place des politiques permettant de tirer parti des possibilités d'amélioration de l'environnement offertes par la libéralisation des échanges. Ces possibilités s'accompagnaient souvent d'une délocalisation de la production. Il serait nuisible que les gouvernements cherchent à empêcher une telle délocalisation, notamment en prétextant des préoccupations environnementales pour justifier le maintien d'un niveau élevé de soutien.

46. D'après de nombreuses études sur les échanges agricoles, il apparaissait qu'un soutien directement lié aux niveaux d'utilisation des intrants ou aux niveaux de production risquait d'avoir des répercussions considérables sur le volume des ressources utilisées, ainsi que sur le degré de pollution et la quantité de déchets engendrés. Apparemment, la plupart des mesures de soutien demeuraient subordonnées soit au niveau d'utilisation des intrants, soit au niveau de production, même si l'on admettait de plus en plus la nécessité de réformer ces modes de soutien. Toutefois, la mise en oeuvre d'autres politiques pourrait continuer d'avoir pour effet le maintien de niveaux de production élevés. Bien que ces politiques puissent se justifier du fait qu'elles respectaient plus l'environnement que les mesures de soutien directement liées aux niveaux d'utilisation d'intrants ou de production, elles risquaient de demeurer préjudiciables à l'environnement si elles maintenaient en place des structures de production impliquant un gaspillage de ressources et un rejet excessif de déchets. En empêchant l'adaptation des structures de production, de telles politiques étaient susceptibles de décourager l'adoption de technologies capables de réduire l'utilisation des ressources ou d'employer les intrants plus efficacement. Certaines subventions étaient peut-être légitimes car elles aidaient à préserver l'environnement pendant la période de transition vers une libéralisation de l'environnement commercial, mais cela devait être démontré. Il était parfois plus efficace d'appliquer des politiques convenablement conçues et ciblées pour protéger l'environnement que d'avoir recours à des subventions. Comme le soulignait le document WT/CTE/W/67 à propos du secteur de la pêche, l'impact des subventions dépendait essentiellement de la façon dont on en assurait la gestion et le contrôle. Le document citait en exemple certains cas où les subventions au désarmement avaient eu uniquement pour effet de moderniser la flotte.

47. La libéralisation des échanges pouvait aussi menacer l'environnement. Dans le secteur de l'agriculture, elle devrait favoriser une réorientation de la production vers les pays où l'agriculture emploie moins de produits chimiques agricoles et où la densité du cheptel est moins forte. Une expansion de la production dans ces pays risquait néanmoins de soulever de nouveaux problèmes écologiques, d'où l'importance d'un bon encadrement politique pour préserver les terres fragiles et les zones riches en diversité biologique. De même, la réduction de la progressivité des droits et des autres obstacles entravant l'accès aux marchés pouvait entraîner une délocalisation des activités de transformation et des activités à valeur ajoutée dans toute une série de secteurs. Tout en ouvrant de vastes perspectives de diversification économique et d'accroissement des recettes d'exportation, de tels déplacements de la production risquaient aussi de créer de nouveaux problèmes écologiques sous forme d'activités à forte intensité de produits chimiques et génératrices de déchets, nécessitant la mise en place d'un encadrement politique approprié et d'infrastructures améliorées permettant de maîtriser les nouveaux procédés de production et les flux de déchets qui en résultent. En règle générale, la libéralisation du commerce pouvait aussi contribuer de façon sensible à faciliter le transfert et l'adoption de technologies permettant de produire moins de déchets et de les traiter plus efficacement. D'après les renseignements fournis dans le document WT/CTE/W/67, les importantes subventions accordées aux secteurs de l'agriculture, des pêches et de l'énergie risquaient d'avoir un impact majeur sur l'environnement. Le CCE devrait examiner cette question dans le cadre du point 6 de son programme de travail. Ces subventions pouvaient avoir toute une série de répercussions sur l'environnement en encourageant, par exemple, des méthodes de production à mauvais rendement énergétique, une surcapacité des flottilles de pêche, une utilisation excessive des intrants chimiques et mécaniques et de l'eau d'irrigation dans l'agriculture, ainsi que des systèmes d'élevage et de culture trop intensifs. Les effets sur l'environnement risquaient d'être considérables car les secteurs de l'agriculture, des pêches et de l'énergie, de même que les secteurs utilisant des intrants énergétiques, employaient une grande quantité de ressources et généraient un niveau considérable de déchets et de pollution.

48. Un complément de travaux était nécessaire pour mieux comprendre les rapports entre subventions, production, commerce et impact sur l'environnement. Le document WT/CTE/W/67 évoquait notamment les incidences sur l'environnement de l'extraction minière et de la production de métaux, et la contribution que pourrait apporter la suppression des subventions à une meilleure défense de l'environnement. D'après ce document, il fallait analyser les situations cas par cas, et ce pour chacun des secteurs, étant donné la grande complexité de ces rapports. Le lien de cause à effet entre la diminution des subventions et les avantages écologiques apparaissait plus nettement dans certains secteurs que dans d'autres. Outre la question des subventions, il fallait examiner celles de la progressivité des droits, des droits de douane élevés et des autres obstacles au commerce. Le document WT/CTE/W/67 soulignait que le niveau élevé des droits de douane et leur progressivité pouvaient continuer à créer des difficultés dans plusieurs secteurs, notamment ceux qui donnaient lieu à des problèmes écologiques ou qui pouvaient aider considérablement des exportateurs de produits de base à diversifier leur économie.

49. L'un des problèmes qu'il faudrait analyser plus en profondeur était celui de la corrélation entre la structure de l'activité économique, la libéralisation des échanges et le développement durable. Une amélioration des possibilités d'accès aux marchés pouvait aider les pays à mettre en place des structures économiques plus favorables à un développement durable. Un aspect essentiel était la nécessité de promouvoir des schémas de croissance économique qui puissent efficacement contribuer à combattre la pauvreté, étant donné qu'il existait dans de nombreux pays une relation étroite entre pauvreté et dégradation de l'environnement. Il faudrait encourager des schémas de croissance économique bénéfiques pour l'environnement. Même si ces questions dépassaient largement le cadre de la réforme commerciale, le CCE avait une mission à remplir en examinant dans quelle mesure cette réforme pouvait faciliter une modification de la structure de l'activité économique, indispensable à la réalisation d'un développement durable.

50. Le représentant du Japon s'est déclaré satisfait de l'analyse figurant dans le document WT/CTE/W/67, qui représentait une contribution utile aux travaux concernant le point 6. Le Japon souhaitait formuler des observations de caractère général sur le document, qu'il commenterait de façon plus détaillée une fois qu'il l'aurait examiné plus à fond. En ce qui concerne l'introduction, le Japon n'avait rien à objecter à une étude sectorielle des avantages écologiques pouvant résulter de l'élimination des restrictions et distorsion des échanges, qui serait également bénéfique pour l'économie. Il faudrait cependant entreprendre une analyse exhaustive des effets tant positifs que négatifs de la libéralisation des échanges sur l'environnement. L'analyse sectorielle figurant dans le document WT/CTE/W/67 se présentait en trois parties, structure qui risquait d'empêcher un examen suffisant des éventuels effets négatifs sur l'environnement de la suppression des restrictions commerciales ou de la libéralisation des échanges. C'est pourquoi il aurait fallu ajouter à l'étude de chaque secteur une section traitant des effets négatifs sur l'environnement. Il était généralement admis, au sein du CCE, que l'allocation des ressources pourrait être plus efficace si les mécanismes du marché évaluaient de façon adéquate les externalités environnementales. Ces dernières pouvaient être négatives ou positives, comme dans le cas où les activités agricoles favorisaient la diversité biologique, la conservation des terres et la sauvegarde du paysage. Cet aspect positif devrait être clairement souligné dans le document (notamment au paragraphe 4) et il faudrait entreprendre un examen des méthodes permettant de définir les externalités environnementales. Le paragraphe 12 devrait également évoquer les effets négatifs que peuvent avoir, sur l'environnement, l'élimination des restrictions commerciales ou la libéralisation des échanges.

51. Dans la section sur l'agriculture, les références aux avantages écologiques d'une libéralisation des échanges n'étaient pas équilibrées par une description des effets négatifs. Un rapport de l'OCDE, intitulé *La réforme des politiques agricoles et l'environnement*, traitait des externalités environnementales positives - par exemple diversité biologique ou protection des sites - résultant du soutien des activités agricoles et il suggérait que la réforme des politiques agricoles pouvait avoir des effets négatifs sur l'environnement. Le rapport devrait exposer de façon équilibrée les effets positifs et les effets négatifs. Il devrait également analyser les effets environnementaux négatifs d'une réorientation de la production résultant de la libéralisation des échanges. Les études empiriques n'avaient pas démontré clairement que les effets positifs l'emportaient sur les effets négatifs et, par conséquent, il fallait dresser un tableau équilibré de la situation. Il était inopportun d'inclure aux paragraphes 27 à 30, dans la section sur les "restrictions et distorsions des échanges", une référence aux subventions ou règlements notifiés au titre des Accords de l'OMC. La section sur les forêts devrait tenir compte des facteurs d'ordre social, économique et culturel liés aux problèmes forestiers, comme cela avait été fait dans *Action 21*. Une analyse exhaustive de tous ces facteurs était nécessaire au débat. Il était dit, au paragraphe 12 du document, que si les externalités négatives de la production et de la consommation étaient dûment prises en compte dans les processus décisionnels, il pouvait y avoir un effet de synergie entre les politiques de l'environnement et les politiques commerciales. Ce postulat ne pouvant être clairement démontré, la libéralisation des échanges pouvait aussi avoir des effets négatifs sur l'environnement. En se référant aux analyses de l'OCDE, de l'OIBT et de l'IPF, le document devrait envisager les effets négatifs ainsi que les conditions à satisfaire pour obtenir des effets positifs.

52. Le représentant de l'Argentine a dit que le document WT/CTE/W/67 traitait de façon objective un thème complexe. La libéralisation des échanges ne représentait pas en soi une garantie de meilleure protection de l'environnement, en particulier lorsque le prix des marchandises ne reflétait pas leur coût réel de production en raison de politiques commerciales biaisées. Avant d'envisager le recours à d'autres instruments comme les subventions et les restrictions commerciales, il était essentiel de supprimer les mesures qui faussaient les prix. Comme indiqué dans le document WT/CTE/W/67, les prix déterminaient les décisions des investisseurs, des producteurs et des consommateurs. Dans le cas des produits de base, ces distorsions avaient des conséquences particulièrement graves sur l'environnement, car il s'agissait de produits à forte intensité de ressources naturelles. Toute distorsion de leur prix se répercutait directement le long du processus de production. En outre, étant donné que la structure des coûts des produits de base était plus simple que celle des produits transformés, une évaluation erronée des

ressources naturelles exploitées avait des conséquences plus graves que dans le cas des produits transformés. Si la rareté relative des facteurs de production n'était pas correctement répercutée sur la structure des prix, il était difficile de déterminer un taux durable d'utilisation des ressources.

53. Il était nécessaire de recenser les restrictions et les distorsions des échanges qui affectaient le plus les prix internationaux des ressources naturelles et d'axer les efforts sur leur élimination, pour obtenir des avantages environnementaux. Les subventions liées à la production faussaient les prix internationaux. A cet égard, le Principe 16 d'*Action 21* rappelait qu'une politique de production durable n'était possible que si les prix reflètent pleinement les coûts de production. Il importait d'internaliser les coûts environnementaux dans les coûts de production pour orienter le débat afin d'avoir un axe de discussion et pour pouvoir mettre en oeuvre des politiques environnementales, mais on ne pouvait internaliser les coûts environnementaux sur la base de prix faussés par des subventions à l'exportation. Il incombait aux pays qui étaient à l'origine des distorsions du marché et n'avaient pas suffisamment tenu compte de tous les coûts de production de prendre l'initiative d'internaliser les coûts environnementaux. Par exemple, les subventions liées à la production se traduisaient par les effets négatifs ci-après sur l'environnement: a) sur le plan local, elles encourageaient des pratiques de production intensives qui dépassaient la capacité d'absorption et de renouvellement des ressources; b) sur le plan général, les producteurs qui ne bénéficiaient pas des subventions mais qui étaient affectés par la distorsion des prix étaient contraints soit de surexploiter leurs propres ressources naturelles pour obtenir des gains à court terme, soit d'abandonner le marché.

54. La section sur l'agriculture du document WT/CTE/W/67 dressait un tableau équilibré de la situation. Il était cependant suggéré, au paragraphe 42, que la libéralisation du secteur agricole pourrait entraîner, dans les pays en développement, une réduction de la production vivrière au profit des cultures d'exportation. La spécialisation dans les cultures d'exportation était due à une distorsion des incitations qui débordait le cadre des échanges de produits agricoles. En vue d'acquiescer des devises étrangères pour s'acquiescer de leurs engagements internationaux, de nombreux pays en développement avaient orienté leur production vers l'exportation. Même si une spécialisation excessive risquait d'avoir des effets négatifs sur l'environnement, on ne saurait établir un lien de cause à effet entre cette spécialisation, l'écart entre les prix agricoles intérieurs et internationaux et la libéralisation des échanges de produits agricoles. En règle générale, la libéralisation des échanges tendait à aligner les prix intérieurs sur les prix internationaux. Avec la libéralisation du secteur agricole, l'écart entre les prix nationaux et internationaux s'atténuerait et, par conséquent, toute spécialisation aurait pour effet d'accroître la compétitivité de certains producteurs en fonction de l'avantage comparatif et de la dotation de ressources naturelles. Le chapitre sur les forêts n'accordait pas suffisamment de place au lien entre pauvreté rurale et déboisement. Dans les pays en développement, le bois était essentiellement consommé comme combustible. Le rapport 1977 de la FAO sur la *Situation des forêts du monde* indiquait que le bois de feu était la principale source d'énergie domestique pour les deux cinquièmes de la planète et que sa consommation augmentait de 1,2 pour cent par an. A l'échelle mondiale, environ 90 pour cent du bois de feu était produit et utilisé dans les pays en développement, notamment dans les pays d'Afrique. L'Institut européen des forêts estimait que la demande de bois de feu était inversement proportionnelle à la croissance des revenus. La pauvreté rurale avait pour corollaire l'utilisation des forêts pour la production de bois destiné à satisfaire les besoins essentiels.

55. D'après le représentant de la Norvège, le document WT/CTE/W/67 constituait un solide point de départ à la suite du débat et devrait être révisé sur la base des observations formulées par les Membres. La conclusion selon laquelle une libéralisation des échanges se traduirait par des avantages environnementaux s'appuyait sur plusieurs postulats, par exemple qu'une politique nationale efficace était appliquée en matière d'environnement et que les prix du marché intégraient les effets des activités préjudiciables à l'environnement; or, tel n'était pas toujours le cas. La libéralisation des échanges pouvait être bénéfique pour l'environnement, mais cela n'était pas automatique. Il appartenait aux Membres de prendre les mesures nécessaires pour que ces avantages environnementaux se concrétisent.

Le représentant de la Norvège a fait observer que le document WT/CTE/W/67 analysait, pour chaque secteur, les effets négatifs et positifs de la libéralisation des échanges sur l'environnement. Au paragraphe 3, il faudrait être plus nuancé sur la question de savoir si le recours à des mesures commerciales était un moyen optimal pour résoudre les problèmes environnementaux. Dans certains cas, des mesures commerciales étaient nécessaires pour parvenir à un objectif écologique, généralement associées à d'autres mesures. Hormis ces cas, les mesures commerciales étaient rarement le principal ou le meilleur instrument pour atteindre un objectif environnemental. L'affirmation figurant au paragraphe 6, selon laquelle la corrélation entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement n'était guère contestée, avait un caractère trop général. Dès le début des années 90, le débat sur ce thème avait fait apparaître que la dégradation de l'environnement pouvait avoir des origines multiples; la pauvreté était certes une cause importante, mais la raison profonde était souvent des schémas de consommation et de production non viables à long terme. Le représentant de la Norvège appuyait sans réserve l'affirmation (paragraphe 12) selon laquelle il était nécessaire d'intégrer les externalités négatives dans les processus décisionnels pour qu'il y ait un effet de synergie entre les politiques d'environnement et les politiques commerciales. Même si la libéralisation des échanges agricoles se traduisait par des avantages pour l'environnement, il fallait également prendre en considération la possibilité d'effets négatifs et les multiples fonctions de l'agriculture (paragraphe 40). Il fallait aussi reconnaître, comme le soulignait le Rapport 1996 du CCE, la spécificité des pays et de leurs conditions socio-économiques. La Norvège adresserait par écrit des observations sur la section concernant l'agriculture et les effets positifs et négatifs de la réforme du commerce agricole sur l'environnement.

56. La section sur l'énergie se présentait de façon équilibrée, en décrivant les différentes conséquences sur l'environnement de la production et de la consommation d'énergie ainsi que les restrictions et les distorsions affectant le secteur - par exemple, les subventions qui aboutissaient à des niveaux élevés de pollution. Les interventions des pouvoirs publics dans le secteur de l'énergie (subventions, taxes et mesures non liées aux prix) incitaient à une consommation énergétique qui, sur le plan tant de sa composition que de son niveau, était loin d'être optimale d'un point de vue écologique ou économique. Des études avaient montré que la suppression ou la diminution des subventions en matière d'énergie, ou le réaménagement des taxes sur les produits énergétiques à base de combustible fossile, se traduisaient par des gains économiques et écologiques; cependant certaines subventions bien conçues pouvaient également contribuer au développement durable. Outre les sujets traités dans le document, le délégué de la Norvège a souligné la nécessité d'une réforme du marché de l'électricité au niveau national et international; on commençait à ouvrir à la concurrence les marchés nationaux et régionaux de l'électricité et cette question était à l'étude au sein de plusieurs organes de l'ONU. Les pays nordiques avaient mis en place un marché intégré de l'électricité, qui présentait des avantages économiques et écologiques et favorisait une utilisation efficace des ressources et des investissements; les politiques environnementales avaient été ajustées pour permettre que ces avantages se concrétisent.

57. Les efforts visant à éliminer les distorsions dans le secteur de l'énergie devaient également porter sur le charbonnage, car le charbon était la source d'énergie la plus polluante. Il s'agissait là d'un problème complexe; de nombreux pays, notamment les pays en développement, dépendaient du charbon comme source d'énergie et les mines de charbon représentaient une activité créatrice d'emplois. C'est pourquoi l'adoption de politiques de réforme des prix et d'autres mesures justifiées d'un point de vue écologique et économique devait s'inscrire dans une perspective à long terme. Jusqu'à présent, les interventions des pouvoirs publics tendaient à favoriser l'utilisation du charbon au détriment des autres sources d'énergie. Dans les pays de l'OCDE, le pétrole était assujéti à une taxe sur les émissions de gaz carbonique s'élevant à environ 60 dollars EU par tonne, alors qu'aucune taxe équivalente n'existait pour le charbon. En outre, certains pays de l'OCDE subventionnaient la production de charbon. On pourrait avancer que la fiscalité de l'énergie en vigueur dans les pays de l'OCDE n'était pas équitable d'un point de vue commercial, car les produits énergétiques étaient dans une grande mesure interchangeables. La suppression d'une subvention en soi n'entraînait pas nécessairement des améliorations écologiques. Si l'on supprimait par exemple les subventions accordées au gaz naturel,

toutes choses égales par ailleurs, la consommation de charbon ou de pétrole risquait d'augmenter. C'est pourquoi les réformes des prix devraient prendre en considération les externalités environnementales des sources d'énergie concurrentielles et le retrait des subventions devait être accompagné d'une refonte de la fiscalité.

58. Le document WT/CTE/W/67 soulignait que le principal facteur de durabilité des pêches était l'application de règlements nationaux et internationaux en matière de gestion des ressources. Cependant, la gestion des ressources ne relevait pas du mandat de l'OMC. Dans l'analyse de l'impact de la libéralisation des échanges sur l'environnement, il fallait faire une distinction entre les stocks surexploités et les stocks efficacement gérés. Cette distinction était faite dans les études de l'OCDE, selon lesquelles la libéralisation des échanges n'aurait probablement qu'un faible impact dans le secteur des pêches et les effets sur l'environnement seraient davantage le résultat des stratégies nationales ou internationales de gestion des ressources. Le document WT/CTE/W/67 se référait aux instruments traditionnels comme les obstacles tarifaires et non tarifaires (contingents, embargos, licences et normes sanitaires) affectant le commerce des produits de la pêche, mais il n'analysait pas leur impact possible sur l'environnement à la suite d'une libéralisation des échanges. La question des subventions était traitée plus en profondeur. Certaines subventions pouvaient également contribuer à une gestion durable des pêches. La description des stocks mondiaux de poissons figurant dans le document ne s'appuyait pas sur des données récentes et il fallait tenir compte du fait que l'évolution de certains stocks avait un caractère cyclique; des stocks autrefois épuisés s'étaient rapidement reconstitués. Pour déterminer si l'élimination des restrictions et distorsions commerciales entraînait, d'une façon générale, des avantages pour l'environnement, il était nécessaire d'examiner les effets positifs et négatifs, comme cela avait été fait dans le document WT/CTE/W/67.

59. Le représentant de la République tchèque a déclaré qu'il avait apprécié le document WT/CTE/W/67, notamment la section sur l'énergie. L'énergie constituait un facteur majeur de pollution en République tchèque. Après un déclin de la consommation énergétique dû à une baisse de production et à une restructuration du secteur après 1989, la demande d'énergie et d'électricité recommençait à augmenter. Les pouvoirs publics étaient intervenus de différentes façons sur le marché de l'énergie. Etant donné le coefficient élevé de consommation énergétique par unité de production, la République tchèque devait accroître le rendement énergétique, introduire de nouvelles technologies à faible consommation énergétique et favoriser l'emploi des énergies renouvelables. Le Ministère de l'industrie et du commerce élaborait actuellement une nouvelle politique énergétique, qui avait pour but d'adopter un régime fiscal favorisant les éco-énergies après avoir identifié et éliminé les subventions à l'énergie génératrice de distorsions. Avec l'aide d'experts danois, la République tchèque étudiait également l'introduction d'une réforme fiscale axée sur l'écologie. Pour adhérer à l'Union européenne, la République tchèque était tenue de satisfaire aux règlements en vigueur dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture. En s'appuyant sur le document WT/CTE/W/67 et sur des études de l'OCDE, elle chercherait à définir ses priorités en matière de protection de l'environnement et à résoudre les problèmes qui se posent dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie chimique et de l'agriculture.

60. D'après le représentant de la Corée, le document WT/CTE/W/67 offrait une analyse intéressante de la situation. Cependant, il fallait traiter de façon équilibrée les aspects positifs et négatifs de la libéralisation des échanges sur l'environnement. Le document WT/CTE/W/67 ne fournissait pas suffisamment de données pour donner une image complète de l'impact de la libéralisation des échanges sur l'environnement. Etant donné que le CCE s'était engagé dans une démarche éducative, l'analyse devrait non seulement s'appuyer sur des principes théoriques, mais être confortée par des exemples concrets. La difficulté qu'il y avait à rassembler des données pertinentes était compréhensible, étant donné le manque de renseignements concernant les effets environnementaux de la libéralisation des échanges. Les contributions des pays faisant part de leur propre expérience contribueraient à combler les lacunes. Dans la partie du document consacré à l'agriculture, on se référait au scénario d'Anderson et Tyers selon lequel le déclin de la production agricole dans les pays à forte densité démographique

diminuait la dégradation de l'environnement. Toutefois, la Corée avait à ce sujet un point de vue différent, qui ne procédait pas de l'analyse ou de la théorie, mais de sa propre expérience. La Corée avait appliqué une politique de la "ceinture verte" qui délimitait certaines zones agricoles et forestières, et interdisait leur aménagement. Chaque fois qu'il y avait un ralentissement économique, des pressions s'exerçaient pour lever cette interdiction. On constatait que des zones agricoles et forestières autrefois protégées par la loi instituant la ceinture verte avaient été aménagées en zones industrielles ou résidentielles. On pouvait donc en conclure que le déclin de l'agriculture résultant d'une libéralisation des échanges agricoles dans de petits pays fortement peuplés comme la Corée pouvait augmenter les risques d'une réaffectation des terres agricoles à des utilisations moins respectueuses de l'environnement. Une récente étude de l'Institut coréen faisait apparaître qu'en Asie, les rizières jouaient un rôle important dans la maîtrise des inondations et la conservation des sols en retenant l'eau de pluie en été, saison où avaient lieu les plus fortes précipitations. En l'absence de rizières, il aurait fallu construire davantage de barrages pour empêcher les inondations. Or ces barrages avaient un impact négatif sur l'écosystème et le climat et détruisaient des habitats naturels.

61. Depuis plusieurs dizaines d'années, les agriculteurs avaient été de plus en plus nombreux à quitter leurs exploitations, contribuant ainsi à une urbanisation rapide de la Corée; ce phénomène d'urbanisation, notamment dans les pays en développement, avait fait naître des problèmes socio-économiques et écologiques. Au début du siècle prochain, plus de 60 pour cent des mégapoles (c'est-à-dire des villes dont la population dépasse 10 millions d'habitants) se trouveront dans les pays en développement. Cette urbanisation rapide, qui ne s'accompagnait pas d'infrastructures adéquates d'évacuation des déchets, d'adduction d'eau et de logement, créait un stress écologique. La Conférence des Nations Unies de mai 1996 sur les établissements humains (Habitat II), qui avait eu pour thème l'amélioration du cadre de vie des citadins, avait examiné les différents moyens qui permettraient de pallier la dégradation du milieu urbain. Les problèmes écologiques devraient être abordés selon une démarche globale, intégrant tous les secteurs de la société. Si la libéralisation du commerce agricole contribuait à accélérer l'urbanisation et à aggraver la dégradation de l'environnement urbain, quels pouvaient être ses avantages écologiques? Il fallait envisager les effets de la libéralisation du commerce agricole dans une plus vaste perspective, en tenant compte de ses incidences à long terme et en se concentrant sur l'impact qu'elle pouvait avoir sur le développement durable en général.

62. La représentante du Brésil a estimé que le document WT/CTE/W/67 était équilibré et permettait de mieux comprendre le rôle des instruments du marché dans différents secteurs. L'analyse sectorielle contenait des renseignements importants pour les travaux en cours au sein du CCE. Identifier les effets sectoriels de la libéralisation des échanges était une tâche complexe et il était encore plus difficile d'établir des liens entre ces effets et les avantages environnementaux qui y étaient associés. Une conclusion sans équivoque se dégagait du document: pour l'essentiel, l'élimination des restrictions et distorsions des échanges se traduisait par des avantages pour l'environnement. Ces avantages n'étaient pas toujours immédiats ou directs et ils pouvaient dépendre des règlements nationaux ou multinationaux en vigueur. Néanmoins, la libéralisation des échanges entraînait des résultats en chaîne qui, en dernier ressort, aboutiraient à une plus grande protection de l'environnement. En intensifiant les échanges de marchandises, la libéralisation des échanges stimulait la production, favorisait la productivité, augmentait les revenus, accélérail les progrès technologiques et ouvrait des perspectives nouvelles et intéressantes pour l'élaboration, l'acquisition et l'application de technologies respectueuses de l'environnement. Certes l'élimination des restrictions commerciales ne constituait pas, en soi, un gage de meilleure qualité de l'environnement, mais pour les pays jeunes, la libéralisation des échanges était la condition préalable d'un processus de développement durable, notamment compte tenu de la mondialisation de l'économie. Les relations entre commerce et environnement pouvaient produire la synergie que recherchait le Brésil, mais les éléments économiques devaient nécessairement précéder le cadre institutionnel.

63. D'après le document WT/CTE/W/67, la corrélation positive entre libéralisation des échanges et environnement pouvait avoir les effets suivants: intensifier la concurrence et favoriser des schémas

plus efficaces d'utilisation des facteurs de production et de consommation; diminuer la pauvreté par une expansion du commerce; encourager un taux d'exploitation durable des ressources naturelles; enfin, augmenter l'offre de biens et services en liaison avec l'environnement. D'après les études de l'OCDE, les subventions et les soutiens des prix accordés au secteur agricole incitaient les agriculteurs à réduire la rotation des cultures. En axant leurs efforts sur les cultures subventionnées, les agriculteurs en étaient arrivés à pratiquer la monoculture - ce qui était l'une des principales causes d'érosion des sols et d'utilisation excessive des engrais et des pesticides. En suivant le raisonnement inverse et en considérant le problème sous l'angle de l'agriculteur ne bénéficiant d'aucune subvention, le résultat était tout aussi négatif pour l'environnement et pour l'économie dans son ensemble. Face à cette distorsion des prix internationaux créée par les subventions, les agriculteurs n'avaient qu'une seule alternative: surexploiter les ressources pour obtenir des gains immédiats ou abandonner le marché. Dans les deux cas, les conséquences étaient la paupérisation rurale (avec ses répercussions sur le déboisement), une moindre protection de l'environnement, la pérennisation de la pauvreté et une marginalisation accrue en milieu rural et urbain. Une diminution des subventions se traduirait probablement par la hausse des prix des produits agricoles dans les pays en développement. Grâce à la croissance de leurs revenus, les agriculteurs pourraient investir dans l'irrigation et la conservation des sols. Certains Membres avaient estimé qu'en l'absence d'un soutien "d'appoint", la libéralisation risquait d'avoir des effets délétères sur l'environnement dans le secteur agricole, comme l'abandon des terres. Cela était possible, mais tel n'était pas le cas des pays en développement dont le potentiel agricole n'était pas pleinement exploité, en raison de la distorsion des prix et du fait que la production n'était pas rémunérée à son juste prix. De l'avis d'autres Membres, un système bien conçu de subventions en faveur de l'environnement pouvait avoir un rôle à jouer dans la promotion d'une agriculture et d'une foresterie durables. Même s'ils n'avaient pas tort sur le plan national ou régional, on ne pouvait ignorer les effets négatifs de certaines politiques dans d'autres pays, notamment leurs incidences sur les possibilités d'accès aux marchés.

64. En ce qui concerne le secteur de l'énergie, scientifiques et économistes s'accordaient à reconnaître que la suppression des subventions pouvait aligner les prix sur l'utilité marginale. Cela serait une incitation pour l'élaboration de technologies "propres" et le recours à des sources d'énergie renouvelables. A cet égard, il était nécessaire d'attendre les effets de la Convention de la Conférence de Kyoto sur le changement climatique afin de savoir si certains pays avaient la ferme volonté de résoudre les problèmes d'environnement. Le Brésil souhaitait, en particulier, que les résultats de la Conférence de Kyoto soient mis à jour. On estimait que la suppression des subventions dans le secteur des pêches pouvait entraîner une contraction des flottes, un déclin de la surexploitation grâce à une limitation de la surcapacité, une moindre participation des producteurs inefficaces et la disparition progressive des équipements obsolètes et préjudiciables à l'environnement. La suppression des subventions stimulerait alors l'application de systèmes de gestion écologiquement viables. Ce raisonnement pouvait s'appliquer à tous les secteurs de l'économie, notamment dans les pays en développement. Dans le cadre d'un marché concurrentiel mieux équilibré, il deviendrait possible d'opérer des réformes structurelles, de diversifier les exportations et de se réorienter vers des biens ayant une plus grande valeur ajoutée. Des avantages environnementaux pourraient donc découler de la croissance induite par la libéralisation des échanges. La progressivité des droits causait elle aussi des distorsions qui avaient une incidence négative sur différents secteurs - pêches, forêts, textiles et cuirs - en induisant des inefficiences dans les pays importateurs et exportateurs. En faussant les prix, la progressivité des droits avait un double effet négatif sur l'environnement. Elle exportait les problèmes écologiques dans les pays moins avancés et contribuait au maintien de l'inefficacité en décourageant l'investissement dans les nouvelles technologies. Ce problème était flagrant dans le secteur des cuirs et peaux et dans celui des forêts, où les droits de douane augmentaient progressivement avec le degré d'ouvrison, depuis les matières premières jusqu'aux produits finis. Dans le secteur des pêches, l'inefficacité était liée au rapport entre le volume de poisson traité et les quantités capturées.

65. Le problème des externalités environnementales était un problème mondial: on ne pouvait pas l'exporter dans d'autres régions pour le régler dans tel ou tel pays. La solution des problèmes environnementaux devait s'inscrire dans une perspective tenant compte à la fois du présent et de l'avenir en allant au-delà des intérêts régionaux. Si les Membres voulaient vraiment favoriser une synergie entre commerce et environnement, et non exploiter l'écologie pour justifier des restrictions commerciales, ils devaient s'efforcer de trouver le bon équilibre. Le Brésil lancerait une consultation à l'échelle nationale afin de susciter un débat sur le document WT/CTE/W/67.

66. Soulignant l'importance du point 6, le représentant des Communautés européennes a estimé que la poursuite des travaux devrait confirmer le rôle du CCE en tant que cadre pour un débat constructif. Il s'est déclaré satisfait de l'analyse détaillée et de la présentation du document WT/CTE/W/67 et a dit qu'il formulerait des observations concrètes après l'avoir examiné. Il lui paraissait nécessaire d'examiner aussi, au titre du point 6 ou du point 9, le commerce des services environnementaux. Pour donner à ses travaux crédibilité et cohérence intellectuelle, le CCE devrait prendre en considération les effets tant positifs que négatifs de la libéralisation des échanges sur l'environnement.

67. Le représentant de la Suisse a déclaré que le document WT/CTE/W/67 contenait une analyse sérieuse de l'un des éléments relevant du point 6. L'élimination des distorsions commerciales ne se traduisait pas automatiquement par des avantages pour l'environnement. Pour atteindre un tel objectif, il était essentiel d'appliquer simultanément des politiques nationales de protection du milieu ayant pour but d'internaliser les coûts environnementaux. Il était difficile de chiffrer les avantages environnementaux susceptibles de résulter d'une élimination des distorsions commerciales. Dans certains secteurs, comme celui du charbon, la suppression de diverses formes de restrictions commerciales procurait des avantages environnementaux évidents, mais dans d'autres secteurs il était difficile de déterminer les conséquences à long terme, sur l'environnement, des changements apportés à certaines pratiques. Les mesures restrictives n'avaient pas toutes nécessairement un effet négatif sur l'environnement. En fonction des objectifs recherchés et des modalités de mise en oeuvre, certaines formes de soutien pouvaient être bénéfiques pour l'environnement. La Suisse reviendrait sur ce document à l'occasion d'une prochaine réunion.

68. Le représentant de la Malaisie, au nom de l'ANASE, a dit que le document WT/CTE/W/67 était un document utile sur lequel l'ANASE formulerait des observations lors d'une prochaine réunion. La taxation des exportations de grumes brutes (voir paragraphes 119 et 129) répondait à des objectifs de développement et notamment de développement durable. Elle avait permis de freiner la déforestation. La suppression de la progressivité des droits perçus par plusieurs Membres sur les produits forestiers à valeur ajoutée favorisait un aménagement durable des forêts ainsi que la mise en oeuvre d'autres mesures de conservation dans les pays en développement. Le paragraphe 121 faisait référence à la certification de l'aménagement durable des forêts et à l'étiquetage des produits forestiers, considérés comme complémentaires des politiques d'aménagement forestier. La certification et l'étiquetage ne complétaient pas les politiques d'aménagement forestier, car l'important était la formulation et la mise en oeuvre de politiques équilibrées de gestion englobant le reboisement, la sylviculture et les méthodes de récolte. L'étiquetage et/ou la certification ne faisait pas obligatoirement partie d'une gestion équilibrée des forêts, mais s'ils devaient satisfaire, sous l'impulsion de la demande, aux exigences du marché au moyen de certaines normes (pas nécessairement les normes ISO), la question pourrait alors être débattue. Le paragraphe 122 se référait à des études suggérant que la demande de produits forestiers certifiés ou portant un label était faible et ne représentait qu'un segment étroit du marché. L'intervenant souhaitait savoir si tous les pays en développement étaient bien associés à la formulation des normes ISO 14001. Dans le cas contraire, on ne pouvait considérer que ces normes satisfaisaient aux dispositions de l'Accord OTC, notamment de son article 12. En ce qui concerne le paragraphe 124, on ne pouvait faire abstraction de la pauvreté ni de l'existence de cultivateurs itinérants comme cause de déforestation et les Membres devaient tenir compte de ces deux aspects s'ils voulaient empêcher l'abattage des arbres au profit des cultures de subsistance ou pour la récolte de bois de feu. Une assistance technique et

financière était nécessaire pour résoudre ce problème. Toujours à propos du paragraphe 124, de nombreuses études montraient que les plantations de palmiers à huile et d'hévéas avaient un impact positif sur l'environnement.

69. Le représentant du Canada a dit que le document WT/CTE/W/67 contribuait à élargir l'approche sectorielle au titre du point 6. Le Canada le diffuserait à l'échelle nationale, afin d'obtenir l'avis des professionnels et des autres parties intéressées. Il proposait d'examiner le document secteur par secteur, afin de mieux cerner les problèmes. Pour sa part, il formulerait des observations sur le secteur forestier, bon exemple de secteur posant des problèmes écologiques auxquels on avait dû faire face et trouver des solutions novatrices.

70. Le représentant de l'Inde a approuvé la suggestion du Canada visant à articuler le débat sur le document WT/CTE/W/67 selon une approche sectorielle. L'évocation de la lutte contre la pauvreté, aux paragraphes 6 et 12, était importante étant donné que le CCE avait pour mandat d'examiner le problème dans la perspective du développement durable. Les instruments commerciaux n'étaient pas la meilleure solution pour résoudre les problèmes écologiques. En ce qui concerne la section sur l'agriculture, l'Inde mettait en question l'affirmation figurant au paragraphe 37, car la hausse des revenus ne s'accompagnait pas toujours d'une baisse de la croissance démographique. A propos du paragraphe 45, il importait de tenir compte de la taille des exploitations agricoles, notamment dans le cas des petits agriculteurs. En ce qui concerne l'énergie, il était prudent d'attendre l'issue de la Conférence de Kyoto sur la Convention relative au changement climatique avant d'aborder des questions comme celles évoquées dans la note de bas de page n° 64. L'Inde aborderait plus tard la partie concernant les textiles et les cuirs, mais il était important de mentionner l'étude de la CNUCED sur les PME (voir note 188). Il faudrait également appeler l'attention sur des fibres autres que le coton, par exemple le jute, la laine et la soie. Une analyse détaillée des fibres synthétiques dérivées du pétrole serait la bienvenue. De l'avis de l'intervenant, il était clair que le CCE avait pour mandat d'analyser les avantages environnementaux.

71. Le représentant des Etats-Unis a demandé au Président des précisions au sujet de plusieurs suggestions de révision du document. A ce stade, il appartenait aux Membres d'apporter leur contribution. En ce qui concerne le document WT/CTE/W/67, le commerce avait certes un rôle important dans la réalisation des objectifs environnementaux, mais en l'absence de politique environnementale, les avantages écologiques de la libéralisation des échanges ne sauraient se concrétiser. Il importait de distinguer les effets sur la croissance des revenus, qui était une condition nécessaire mais non suffisante pour atteindre les objectifs environnementaux, des effets directs du processus de libéralisation des échanges, qui devaient être examinés par secteur et par produit. Déterminer les différents impacts sur l'environnement était une tâche ardue, d'autant que les Membres n'étaient pas experts en la matière. De nombreuses analyses avaient été effectuées sur le secteur des produits primaires et on avait fait observer que dans ce domaine les distorsions interféraient avec l'internalisation des coûts environnementaux et entraînaient des inefficiences qui faisaient obstacle à la réalisation des objectifs environnementaux. Plusieurs Membres avaient affirmé que ces distorsions pouvaient avoir des résultats bénéfiques pour l'environnement. Cependant, en poussant plus loin l'analyse pour tenir compte des incidences de ces distorsions sur les pays tiers, on constatait que les effets sur l'environnement pouvaient être négatifs. Plus les produits étaient ouverts, plus l'analyse devenait complexe, et le document devrait en tenir compte. Cela ne signifiait pas pour autant que la libéralisation des échanges soit moins importante dans le secteur manufacturier que dans le secteur des produits primaires. La tâche consistait à examiner si la libéralisation du commerce dans un secteur pouvait conduire à des situations avantageuses sur tous les plans d'un point de vue écologique.

72. Le Président a dit que le document WT/CTE/W/67 était une note d'information et non un document à négocier; le Secrétariat n'avait aucune intention, à ce stade, de procéder à sa révision.

73. Le représentant de l'Egypte a dit que le document WT/CTE/W/67 faisait un utile exposé des problèmes. Même si la suppression d'une restriction ou d'une distorsion commerciale était une condition préalable importante pour améliorer la qualité de l'environnement, elle ne garantissait pas en soi une telle amélioration. L'Egypte a souligné qu'il importait de mettre en balance les avantages environnementaux de la libéralisation des échanges et les conséquences des restrictions toujours en vigueur, qui empêchaient les pays en développement de profiter des avantages résultant de cette libéralisation. Les travaux ultérieurs devraient se concentrer sur les besoins des petites et moyennes entreprises, la corrélation entre lutte contre la pauvreté et réalisation des objectifs écologiques et le transfert des écotecnologies.

74. Le représentant du Mexique a dit que le document WT/CTE/W/67 était un bon point de départ pour les délibérations du CCE. Il était trop tôt pour envisager la révision d'un document que les Membres commençaient à peine à analyser et qui n'était pas fait pour être négocié. Quant à développer son contenu, l'approche adoptée dans le document était la bonne et elle était conforme au mandat du CCE au titre du point 6.

75. Le représentant de Cuba a déclaré que le document WT/CTE/W/67 permettrait d'enrichir les futures délibérations et serait analysé par la Commission cubaine interinstitutions. Il faudrait que la version espagnole soit distribuée dès que possible.

76. Le représentant du Japon a dit qu'en ce qui concerne le mandat du CCE au titre du point 6, toute analyse visant à déterminer les avantages écologiques entraînés par la suppression des restrictions et distorsions commerciales devrait également en étudier les effets négatifs de façon à respecter l'équilibre.

77. Le représentant des Etats-Unis a formulé des observations au sujet du document présenté par l'Inde (WT/CTE/W/66), qui proposait de modifier l'Accord sur les ADPIC en raison des inquiétudes suscitées par une éventuelle perte de l'accès aux marchés résultant de l'application, au titre d'AEM ou de la législation nationale, de normes environnementales exigeant l'utilisation de certains produits brevetés. Tout en reconnaissant qu'un tel cas ne s'était jamais présenté, l'Inde soutenait qu'il fallait offrir aux pays en développement des facilités d'accès et des prix réduits pour qu'ils puissent sauvegarder leur accès aux marchés. L'Inde recommandait qu'on limite ou qu'on supprime les droits des inventeurs sur des technologies et des produits brevetés importants pour l'environnement afin de préserver l'accès des pays en développement aux marchés. Le représentant des Etats-Unis se demandait pourquoi l'Inde avait suggéré que le document traite de l'accès aux marchés. L'Inde était persuadée que si un Membre de l'OMC perdait des débouchés parce que ses produits ne répondaient pas aux normes fixées sur les marchés d'exportation, le principe de l'accès aux marchés exigeait qu'on lui fournisse les technologies nécessaires pour mettre au point un produit de remplacement exportable. Le représentant des Etats-Unis ne voyait pas en quoi le fait d'employer les mots "accès aux marchés" dans un plaidoyer pour le transfert de technologies transformait le problème en un problème d'accès aux marchés. La proposition de l'Inde aurait pour effet d'intensifier la concurrence des technologies et produits brevetés importants d'un point de vue écologique et entraînerait la stagnation d'autres marchés.

78. L'Inde paraissait supposer qu'il existait un grave problème en ce qui concerne l'utilisation et la disponibilité mondiales de technologies et produits éocompatibles (TPE) à cause des normes régissant la protection des brevets dans l'Accord sur les ADPIC. Dans les pays où les brevets étaient fortement protégés, y compris ceux qui avaient récemment aligné leur législation sur les normes figurant dans l'Accord sur les ADPIC, aucun problème particulier ne s'était posé en ce qui concerne la diffusion de technologies ou de produits brevetés. La protection conférée par un brevet était l'un des nombreux facteurs qui influençaient les transferts transfrontières des technologies brevetées et le commerce des produits brevetés. La politique d'un pays en matière d'investissements étrangers (y compris l'éventuelle faiblesse de la protection conférée par les brevets), le régime des importations, les procédures

d'autorisation de mise sur le marché et l'état du marché affectaient directement le transfert des TPE, qu'ils soient brevetés ou non; l'Inde ne mentionnait aucunement ces facteurs dans la description du problème hypothétique du manque d'accès aux TPE brevetés et elle se contentait de formuler des recommandations visant à affaiblir, voire abroger, les normes figurant dans l'Accord sur les ADPIC au sujet de la protection conférée par brevet.

79. Il était peu probable qu'un AEM ou une législation nationale exige l'application de TPE particuliers, brevetés ou non; en effet, une telle exigence pourrait être plutôt néfaste en ce sens qu'elle figerait la protection environnementale au niveau d'une technologie ou d'un produit donnés et freinerait les initiatives visant à créer des TPE améliorés. Les normes environnementales fondées sur les propriétés d'emploi, notamment lorsque la protection conférée par brevet était forte, encourageaient la rivalité pour l'élaboration de technologies et de produits capables de satisfaire à ces normes, voire de les dépasser, et elles favorisaient aussi leur diversité. La concurrence garantissait aux entreprises, notamment des pays en développement, un accès équitable à de nombreux produits à des prix raisonnables.

80. L'Inde recommandait "d'assouplir" l'application des dispositions de l'article 31 concernant les licences obligatoires, notamment celles des alinéas b), concernant les efforts visant à obtenir l'autorisation du détenteur du droit à des conditions et modalités commerciales raisonnables; g), exigeant la suspension d'une licence obligatoire si et lorsque les circonstances y ayant conduit cessent d'exister; h), selon lequel le détenteur du droit recevra une "rémunération adéquate" selon le cas d'espèce, compte tenu de la valeur économique de l'autorisation; et l), qui limite l'octroi d'un second brevet aux cas où l'invention revendiquée suppose "un progrès technique important, d'un intérêt économique considérable", par rapport à l'invention revendiquée dans le premier brevet, et qui limite aussi la cession de la licence. L'Inde qualifiait ces dispositions d'"extrêmement restrictives" et soutenait qu'elles "pourraient faire obstacle à un transfert rapide et efficace" des TPE. Elle demandait, par le biais du CCE, que les prescriptions contenues dans ces dispositions de l'article 31 soient abrogées, ce qui détruirait l'équilibre patiemment élaboré, dans le cadre du Cycle d'Uruguay, entre les droits conférés par brevet et les exceptions. L'article 31 autorisait les pays à accorder des licences obligatoires sous réserve qu'ils respectent des dispositions compatibles avec des pratiques commerciales honnêtes.

81. L'Inde recommandait que, s'il n'était pas possible de modifier cet équilibre rigoureux entre les droits conférés par brevet et les exceptions à ces droits conformément à sa proposition, le CCE envisage de réduire "notablement" la durée de la protection par brevet afin d'assurer le "libre accès" aux TPE brevetés. D'après l'Inde, il s'agirait là d'une solution qui permettrait de "concilier l'incitation à innover et une large diffusion des TPE". La réduction de la durée des brevets pour certains types d'inventions aurait pour résultat une baisse des investissements dans les activités de recherche-développement dans le domaine concerné, du fait que la rentabilité des investissements serait plus grande dans d'autres domaines. Or, la réduction de la recherche-développement en matière d'environnement entraînerait un déclin correspondant des TPE.

82. L'Inde déclarait que, si aucune de ses recommandations n'étaient acceptées, les pays en développement pourraient tout simplement révoquer ou annuler des brevets afin de permettre à leurs entreprises de produire et d'utiliser les TPE "indispensables pour protéger ou améliorer l'environnement", du moins en application des normes fixées par un AEM ou par la législation nationale d'un autre pays, même si l'adhésion à ces normes était volontaire. Elle estimait que l'Accord sur les ADPIC n'interdisait pas la révocation ou l'annulation des brevets du moment qu'un pays avait d'abord tenté la formule de la licence obligatoire, conformément à l'article 5 A) de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, repris par référence à l'article 2.1 de l'Accord sur les ADPIC. Une telle interprétation annulerait les obligations énoncées à la Partie II, section 5, de l'Accord sur les ADPIC et autoriserait tout pays qui juge inopportun l'octroi de tel ou tel brevet ou groupe de brevets à révoquer ou annuler ces derniers. L'article 5 A) de la Convention de Paris autorisait l'octroi de licences

obligatoire et la déchéance d'un brevet en cas d'impossibilité de recourir à la licence obligatoire uniquement pour empêcher une utilisation abusive des droits exclusifs.

83. L'Accord sur les ADPIC ne comportait aucune disposition sur la révocation des brevets parce que cela était inutile. Un Membre ne pouvait révoquer un brevet que si l'invention revendiquée ne répondait pas aux normes de brevetabilité définies à l'article 27.1, à savoir être nouvelle, impliquer une activité inventive et être susceptible d'application industrielle. Même si un brevet était révoqué pour non-conformité aux normes de brevetabilité, une possibilité de révision judiciaire de cette décision devait être offerte (article 32). Les dispositions de l'Accord sur les ADPIC limitant les droits exclusifs conférés par brevet étaient énoncées aux articles 27.2 et 27.3, 30 et 31. Les propositions de l'Inde concernaient uniquement les TPE brevetés pouvant être "copiés". Afin de faciliter l'accès aux TPE brevetés à bas prix, l'Inde recommandait d'ajouter à l'Accord sur les ADPIC le libellé suivant: "Les propriétaires des TPE vendront leurs technologies et produits à des conditions équitables et les plus favorables, sur demande, à toute partie intéressée qui a l'obligation de les adopter en vertu de la législation d'un autre pays ou d'un instrument international", les autres Etats ou des organisations internationales devant subventionner les entreprises qui subissaient des pertes à cause d'une telle disposition. En fait, l'Inde entendait par "conditions équitables et les plus favorables" des prix inférieurs à ceux du marché et avait essayé de faire accepter cette interprétation dans plusieurs AEM. Ses chances de succès n'étaient pas plus grandes au sein du CCE, d'autant qu'elle n'avait pas encore apporté la preuve qu'il y avait vraiment problème.

84. Le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation souhaiterait recevoir le texte de la déclaration des Etats-Unis. La discussion au sujet du document WT/CTE/W/67 faisait apparaître que de nombreuses formes de mesures commerciales avaient un impact sur l'accès aux marchés, notamment pour les produits présentant de l'intérêt pour les pays en développement. Les restrictions au transfert de technologies figuraient parmi ces mesures et elles étaient pertinentes pour le débat du CCE sur l'impact des mesures commerciales restrictives sur le transfert des TPE, en particulier ceux qu'il avait été convenu à l'échelle multilatérale d'employer pour protéger l'environnement mondial. Dans le cadre du débat général sur le groupe des questions relatives à l'accès aux marchés, l'Inde avait exprimé certaines de ses préoccupations. Le document qu'elle avait présenté décrivait trois cas de figure pour lesquels il convenait d'examiner dans quelle mesure les Accords de l'OMC concernant le transfert de technologie - notamment l'Accord sur les ADPIC et l'Accord OTC - parvenaient à concilier les objectifs de la défense de l'environnement et de la protection des DPI, en particulier pour ce qui est de l'accès aux marchés. Comme tous les Membres, l'Inde s'était engagée à respecter l'Accord sur les ADPIC lorsque elle avait accepté les résultats du Cycle d'Uruguay, dont il faisait partie intégrante. Les Membres se devaient à eux-mêmes et à la société civile de prendre acte des progrès techniques accomplis depuis l'élaboration des dispositions concernant les ADPIC. Dans leur déclaration au titre du point 9, les Etats-Unis exhortaient les Membres à libéraliser le commerce des biens et services environnementaux. Il serait tout aussi justifié d'envisager dans la même perspective les problèmes soulevés dans le document de l'Inde.

85. L'Inde attachait la plus grande importance à l'accès aux marchés des technologies, notamment si l'application de ces technologies était obligatoire aux termes de normes nationales sur l'environnement, de mesures en vigueur sur les marchés des pays développés, ou encore d'accords environnementaux multilatéraux ou de mesures affectant les importations des pays développés. Le premier examen triennal de l'Accord OTC révélait l'absence complète de données à cet égard et le non-respect des obligations découlant de l'OMC en faveur des pays en développement. Au lieu de faciliter la protection de l'environnement, les restrictions imposées au transfert des technologies entravaient l'accès aux marchés et créaient, dans de nombreux pays en développement, des obstacles à la sauvegarde de l'environnement. L'un des objectifs définis à l'article 7 de l'Accord sur les ADPIC était la contribution "au transfert et à la diffusion de la technologie, à l'avantage mutuel de ceux qui génèrent et de ceux qui utilisent des connaissances techniques ... d'une manière propice au bien-être social et économique". Cette

disposition n'indiquait pas comment parvenir à ce bien-être, notamment dans les cas où l'utilisation d'une technologie était imposée par un AEM. Les dispositions de l'Accord sur les ADPIC limitaient la période pendant laquelle les détenteurs de droits privés étaient autorisés à restreindre cette diffusion. A ce propos, le représentant de l'Inde a cité le paragraphe 5 du document WT/CTE/W/22 au sujet des cas où la technologie ne peut être facilement reproduite: "L'autorisation du titulaire du brevet est nécessaire pour l'utiliser si elle est brevetée. Si un transfert volontaire n'est pas possible à des conditions et dans un délai raisonnables, une licence obligatoire peut être accordée, conformément aux dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. Il importe de garder à l'esprit que si la technologie ne peut pas être facilement reproduite (et nombreuses sont celles qui ne le peuvent pas), son transfert dépend de la coopération du fournisseur. Celle-ci est indispensable, même si une licence obligatoire est accordée." De telles restrictions existaient même dans le cas d'un pays ayant un régime libéral en matière d'investissements étrangers.

86. Le représentant de l'Inde estimait que dans les trois cas de figure décrits dans le document de son pays, le CCE devrait chercher à concilier les dispositions de l'Accord sur les ADPIC avec les objectifs environnementaux adoptés à l'échelle mondiale, afin de tenir compte du fait que les droits privés visés dans l'Accord sur les ADPIC constituaient des entraves au commerce et à la concurrence qui rendaient difficile l'accès aux TPE, compte tenu notamment du volume qu'atteindrait la consommation mondiale de ceux dont l'utilisation serait rendue obligatoire par un AEM. L'objectif était de trouver un juste équilibre entre la sauvegarde de l'environnement et la protection des DPI, tels qu'ils sont notamment définis dans les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. L'Inde ne souhaitait pas rouvrir le débat sur la compatibilité de telles restrictions avec l'Accord sur les ADPIC, mais elle voulait examiner les trois cas de figure indiqués afin de déterminer si l'Accord sur les ADPIC était de nature à faciliter la mise au point et le transfert des TPE et, dans l'affirmative, de quelle façon. Elle se proposait d'aborder le problème dans le contexte non seulement de l'Accord sur les ADPIC, mais aussi des autres Accords de l'OMC. En tant que pays en développement, elle estimait que de tels transferts devaient se faire à des conditions "équitables et les plus favorables", puisqu'elle n'avait pas contribué à la catastrophe écologique planétaire provoquée par l'industrialisation, dûment documentée par les écologistes. L'équité revendiquée par l'Inde s'inscrivait dans une perspective historique; l'Inde n'avait pas encore atteint un stade de prospérité économique. L'Accord sur les ADPIC ne contenait aucune disposition propre à faciliter comme il convenait l'utilisation, à l'échelle mondiale, des TPE exclusifs, du moins quand elle était obligatoire aux termes d'un AEM (point 1).

87. Le représentant des Etats-Unis avait demandé à l'Inde de citer des exemples concrets justifiant ses inquiétudes. Le représentant a mentionné l'expérience de son pays dans le cadre du Protocole de Montréal. Depuis 1986, les pays développés consommaient chaque année 1,3 million de tonnes de substances appauvrissant la couche d'ozone. On estimait que la demande de telles substances en Inde et en Chine atteindrait 500 000 tonnes en 2010. A l'heure actuelle, alors que les pays développés étaient parvenus à diminuer progressivement leur consommation, les pays en développement avaient pour leur part réussi à ne pas l'accroître. Pour atteindre les objectifs fixés par le Protocole, l'Inde devrait avoir recours à des TPE et faire en sorte que le coût des substances sans risque pour la couche d'ozone ne soit pas supérieur à celui des substances appauvrissant la couche d'ozone dont le Protocole voulait supprimer l'utilisation. Lorsqu'elle avait cherché à acquérir la technologie imposée par le Protocole, l'Inde s'était aperçue que celle-ci allait de pair avec un équipement spécifique; un pays en développement devait donc trouver les ressources nécessaires pour acheter non seulement la technologie, mais aussi l'équipement, à un prix qui englobait son prix de revient et celui de la technologie brevetée qui y était associée. Les dispositions pourtant assez ambitieuses du Protocole concernant le transfert des technologies s'étaient révélées insuffisantes, notamment dans le cas des inhalateurs médicaux fonctionnant sans CFC. La mise au point de cette nouvelle technologie brevetée avait nécessité d'énormes ressources; l'Inde reconnaissait certes que les inventeurs devaient être rémunérés, mais cela ne devait pas entraîner la fermeture d'usines de production dans les pays en développement ni obliger les malades de ces pays à payer plus cher leur traitement. Grâce au progrès, de nouvelles technologies viendront se substituer

à celles que nous connaissons, et les pays en développement auront à supporter à nouveau le coût des conversions technologiques ultérieures qui devront être opérées en application du Protocole. La révolution de l'informatique a permis aux connaissances concernant les nouveaux TPE d'être diffusées dans les pays en développement, tandis que les restrictions commerciales imposées à leur fabrication et à leur utilisation demeurent. De l'avis de l'Inde, il s'agissait là d'un problème que le CCE pourrait utilement aborder au titre du présent point de son programme de travail, car il avait un lien direct avec l'accès aux marchés et le développement durable. L'Inde répondrait au représentant des Etats-Unis la prochaine fois que ce point serait abordé.

88. Le représentant des Etats-Unis a affirmé que sa délégation ne mettait pas en doute la volonté de l'Inde de respecter l'Accord sur les ADPIC. Il envisageait la question du point de vue d'un gouvernement résolu à respecter l'Accord sur les ADPIC et à adopter les objectifs multilatéraux et nationaux résultant d'une action concertée visant à protéger l'environnement. S'il existait véritablement un problème, la position des Etats-Unis serait différente. L'Accord sur les ADPIC ne visait pas à restreindre les transferts de technologies, mais bien au contraire à encourager les inventeurs à élaborer des technologies au profit de l'humanité tout entière.

Point 8 Dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

89. Le représentant des Etats-Unis a dit que les opinions exprimées dans le document WT/CTE/W/65 étaient reprises de précédentes notes présentées par l'Inde, auxquelles les Etats-Unis avaient amplement répondu. L'Inde affirmait que l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CBD) étaient intrinsèquement liés et elle proposait que le CCE examine les dispositions de ces deux accords, et suggère des moyens qui permettraient de résoudre les contradictions dans le sens des dispositions de la Convention, mais elle ne montrait pas où il y aurait contradiction. Malgré les affirmations figurant aux paragraphes 3 et 4, l'Inde ne tenait pas compte du fait que chacun de ces accords portait sur des questions différentes. Les débats concernant le contrôle de l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur utilisation devaient être axés sur la réglementation des pays d'origine régissant la propriété privée ou publique, les contrats, la conservation, les contrôles à l'exportation, etc. C'était cette réglementation, et non les textes sur les droits de propriété intellectuelle (DPI), qui régissait l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur utilisation. L'affirmation du paragraphe 6 sur laquelle, avant l'entrée en vigueur de la Convention, les ressources génétiques étaient considérées comme une partie du patrimoine commun de l'humanité à laquelle quiconque avait librement accès, était fautive. Selon les principes du droit international et du droit coutumier, toutes les personnes et tous les biens, y compris les ressources biologiques, d'une nation relevaient de la juridiction de l'Etat souverain. Ce principe était reflété dans l'article 15.1 de la Convention. L'accès aux ressources biologiques était régi par les lois du pays où se trouvaient ces ressources. Il appartenait au pays, s'il en décidait ainsi, de promulguer des lois déterminant les conditions auxquelles l'accès à ces ressources serait accordé et garantissant un juste partage des avantages résultant de l'utilisation des ressources biologiques situées sur son territoire.

90. L'Inde cherchait à transférer aux titulaires de brevet la responsabilité de surveiller l'utilisation du matériel génétique et de déterminer de quelle façon les avantages devaient en être partagés, alors que cette responsabilité appartenait en fait au pays d'origine du matériel génétique. Pour ce faire, elle déformait l'objectif de l'Accord sur les ADPIC en affirmant, au paragraphe 12, que celui-ci constituait un cadre multilatéral pour l'utilisation des ressources vivantes. Cette affirmation se fondait uniquement sur l'article 27 de l'Accord, qui demandait aux Membres d'assurer la brevetabilité des micro-organismes ainsi que des procédés non biologiques et microbiologiques satisfaisant aux normes de brevetabilité stipulées dans l'article, et de prévoir la protection des variétés végétales par des brevets, par un système *sui generis* efficace, ou par une combinaison de ces deux moyens. L'Inde prétendait que l'Accord sur les ADPIC n'obligeait pas les pays à exiger des déposants d'une demande de brevet

pour une invention biotechnologique qu'ils indiquent l'origine des ressources biologiques/génétiques et des connaissances autochtones/traditionnelles. Si l'origine des ressources biologiques/génétiques était unique, le déposant devait le signaler de façon qu'une personne du métier soit en mesure de mettre à exécution l'invention. Aux Etats-Unis, les connaissances autochtones/traditionnelles étroitement liées à une invention devaient être identifiées comme "état antérieur de la technique" si elles étaient connues du déposant. Si l'invention était à la portée de toute personne du métier ayant connaissance de cet état antérieur de la technique, aucun brevet n'était octroyé. Exiger la divulgation d'autres renseignements accroîtrait le coût de la recherche en raison des formalités nécessaires, ce qui entraînerait un ralentissement de la recherche et une augmentation du coût des produits.

91. L'Inde affirmait que l'Accord sur les ADPIC était en contradiction avec la Convention sur la diversité biologique du fait qu'il n'obligeait pas les pays à demander le consentement préalable, donné en connaissance de cause, du pays d'origine et du détenteur des connaissances relatives au matériel biologique brut destiné à être utilisé dans une invention brevetable. L'Inde n'expliquait pas où était, à son avis, la contradiction; en fait, il n'y en avait aucune. L'Inde ne tenait nul compte de l'objectif de l'Accord sur les ADPIC, qui était de fixer un niveau minimum de protection des DPI et non de définir des obligations contractuelles que les gouvernements devraient imposer en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques situées sur le territoire d'autres pays. Comme le faisait observer l'auteur, il appartenait au pays où se trouvaient les ressources génétiques, s'il en décidait ainsi, de promulguer des lois définissant les conditions auxquelles l'accès à ces ressources serait accordé, notamment les conditions garantissant un juste partage des avantages résultant de l'utilisation des ressources biologiques situées sur son territoire. Cela valait aussi pour l'accès aux connaissances autochtones ou traditionnelles, dans la mesure où elles n'étaient pas du domaine public.

92. La suggestion figurant au paragraphe 16 selon laquelle le CCE pourrait "examiner les avantages et les inconvénients de l'élaboration d'un dispositif qui permettrait de breveter les connaissances autochtones et les innovations locales et contemporaines inspirées de pratiques traditionnelles" reflétait une méconnaissance des brevets. S'il s'agissait véritablement de connaissances "traditionnelles ou autochtones", elles appartenaient au domaine public et ne répondaient pas aux normes de brevetabilité énoncées à l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans la mesure où les populations locales mettaient au point des innovations satisfaisant aux normes de brevetabilité définies à l'article 27:1, ces innovations étaient brevetables, à condition que le pays d'origine ait un régime de brevet garantissant une protection dans le domaine technologique de l'innovation en question. L'éventuelle assistance accordée à la population autochtone pour obtenir une telle protection relevait essentiellement de la responsabilité du gouvernement du pays d'origine. Si l'innovation se présentait sous la forme d'un dessin, d'une oeuvre d'art, d'une composition musicale, d'un modèle industriel ou d'un renseignement non divulgué, elle pouvait bénéficier d'une protection au titre des autres formes de DPI pour lesquelles l'Accord sur les ADPIC prévoyait des normes minimales, à condition que le pays d'origine respecte ces normes. En ce cas, il n'était donc pas nécessaire que le CCE examine plus avant la possibilité d'une protection. En revanche, il faudrait examiner comment les pays pourraient aider les populations autochtones à acquérir des droits et les modalités selon lesquelles ces droits pourraient être exploités grâce à des investissements et à l'octroi de licences. Les Etats-Unis ne partageaient pas l'avis de l'Inde au sujet des incidences de l'article 16.5 de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui invitait les Parties à coopérer pour assurer que les DPI s'exerçaient à l'appui et non à l'encontre des objectifs de la Convention. Etant donné que cette obligation avait été établie en 1993, bien avant la conclusion du Cycle d'Uruguay, les Parties à la CDB l'avaient acceptée dans le cadre de leurs obligations au titre de la Convention.

93. Le représentant de l'Inde a demandé qu'on lui donne copie de la déclaration des Etats-Unis. L'Inde avait rappelé le principe de la "souveraineté" des Etats au paragraphe 8 et elle ne partageait pas l'avis des Etats-Unis sur l'inutilité d'identifier le pays d'origine, car une telle identification permettait d'examiner les demandes de brevet de façon à sauvegarder l'origine des ressources de la diversité

biologique. Comme le démontrait le cas récent du brevet accordé pour la curcumine par l'Office américain des brevets - brevet qui avait été révoqué une fois que le CSIR indien avait apporté à l'Office américain la preuve de l'origine de ce produit - il fallait trouver une solution aux problèmes exposés au paragraphe 12. L'Inde ne comprenait pas l'argument avancé par les Etats-Unis, qui justifiaient leur refus d'inclure dans l'Accord sur les ADPIC les obligations assumées par les Membres qui étaient également Parties à la CDB, par l'historique de cet accord. Le représentant de l'Inde a dit que, s'il avait bonne mémoire, l'Accord sur les ADPIC avait été en grande partie rédigé avant la CDB et, après son incorporation dans le projet Dunkel, les possibilités d'amender le texte avaient été minimales. Il était donc possible que les obligations des Membres de l'OMC découlant de la CDB ne soient pas prises en compte dans l'Accord sur les ADPIC.

94. Aux termes de la CDB, une coopération était nécessaire entre les Membres de l'OMC et les Parties à la Convention en application de la Décision III/17 de la troisième réunion de la CDB, qui avait trait aux DPI, dont les aspects liés au commerce étaient traités par l'OMC. C'est dans cette optique que devait être considéré le document de l'Inde. Les travaux sur ce point du programme de travail devaient commencer par un échange de renseignements relatifs à l'article 16 de la CDB, ainsi qu'aux lois et règlements notifiés au Conseil des ADPIC aux termes de l'article 63 de l'Accord sur les ADPIC. L'Inde proposait que, conformément au paragraphe 8 de la décision de la CDB, l'objectif recherché soit de contribuer à élaborer une appréciation commune des relations entre les DPI et les dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC et de la CDB. Elle demandait que le Secrétariat de la CDB soit invité à fournir des renseignements sur les progrès accomplis dans l'application du paragraphe 3 de la Décision III/17, pour qu'on puisse évaluer comment les programmes de coopération en faveur du développement avaient contribué à résoudre le problème du renforcement des capacités nécessaires pour la réalisation des objectifs de la CDB en matière de DPI, conformément au paragraphe 8 de la Décision. L'Inde préconisait qu'on examine tous les liens qui pouvaient exister entre l'article 15 de la CDB et les articles pertinents de l'Accord sur les ADPIC; les éléments suggérés par les Etats-Unis complétaient les échanges de renseignements proposés par l'Inde, qui correspondaient aux attentes de la CDB (voir lettre en date du 11 mai 1997 adressée à l'OMC). L'Inde souhaitait que les travaux sur ce point se poursuivent en 1998.

95. A propos du rapport chronologique entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB, le représentant des Etats-Unis a déclaré que des changements avaient été proposés chaque fois que les Membres avaient constaté des problèmes avec des aspects du projet Dunkel. Si les Membres avaient estimé qu'il y avait contradiction entre les deux accords, il aurait été facile d'y remédier, étant donné qu'ils venaient tout juste d'adhérer à la Convention.

96. Le représentant de la Malaisie, au nom de l'ANASE, a demandé à avoir copie des déclarations des Etats-Unis et de l'Inde.

97. Le représentant du Canada a invité les Membres à porter leur attention sur la communication du Secrétariat de la CDB (WT/CTE/W/64), qui soulevait des problèmes complexes appelant une réponse. Il a suggéré que le Secrétariat rédige une note d'information sur les problèmes touchant le commerce soulevés dans le cadre du changement climatique.

98. Le représentant des Etats-Unis a estimé qu'il était prématuré de rédiger un document sur la question du changement climatique.

Rapport 1997 du CCE

99. Le CCE a adopté son rapport de 1997 (WT/CTE/2) qui sera transmis au Conseil général à sa réunion du 10 décembre.

100. Le représentant des Communautés européennes a accueilli avec satisfaction l'adoption du rapport, tout en souhaitant qu'il ait été plus étoffé et davantage axé sur les problèmes susceptibles de se poser à l'avenir. Le représentant de la Pologne a estimé que les futurs rapports devraient être plus détaillés et constructifs. D'après le représentant de l'Egypte, le rapport devrait indiquer, conformément aux autres rapports des comités de l'OMC, le nombre - à défaut de la date - des réunions qui se tiendraient en 1998.

101. Le Président a estimé que les Membres avaient atteint les objectifs fixés pour leurs travaux cette année. Le CCE avait approfondi et élargi l'analyse de tous les points de son programme de travail et fait progresser les délibérations. On ne saurait trop féliciter les Membres de leur détermination à s'engager dans un dialogue enrichissant et constructif sur tous les points du programme de travail, à partir des positions définies dans le Rapport 1996 du CCE. Le processus avait été instructif pour tous ceux qui s'intéressaient au débat sur le commerce et l'environnement, y compris les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. La séance d'information organisée à l'occasion de la réunion de septembre avec les secrétariats des AEM et des mécanismes financiers multilatéraux avait été fructueuse et l'expérience méritait d'être répétée. Une autre formule intéressante, qui avait contribué à approfondir et à élargir l'optique du CCE, était le colloque d'ONG organisé en mai, à l'initiative du Secrétariat, qui avait réuni des organisations non gouvernementales représentant des intérêts très variés - défense de l'environnement, développement, associations de consommateurs et milieux d'affaires. Ce colloque avait été utile et le Secrétariat prévoyait d'en organiser un autre en mars 1998, juste avant la réunion du CCE. De plus amples détails seraient communiqués aux Membres en début d'année. Les dates des réunions du CCE en 1998 seraient fixées à l'issue de consultations informelles.